

# LE DEVOIR

## COUP DE VENT LIBÉRAL

### Charest à la tête d'un gouvernement majoritaire

#### Euphorie chez les libéraux

ROBERT DUTRISAC  
LE DEVOIR

Sherbrooke — Les quelque 300 partisans libéraux réunis au Centre des congrès de Sherbrooke ont sauté de joie quand à 21 heures 10 Radio-Canada a annoncé que le prochain gouvernement serait libéral et majoritaire. Mais au moment de mettre sous presse, Jean Charest et la péquiste Marie Malavoy étaient toujours au coude-à-coude.

Ce que les derniers sondages de la campagne laissaient présager s'est réalisé. Dire que tout juste avant le débat des chefs l'organisation de Jean Charest avait annulé cette réservation envisageant non seulement la défaite d'un parti à l'échelle nationale, mais aussi celle de leur chef dans Sherbrooke. «*Nous avons le sentiment du travail accompli. C'est le début d'une ère nouvelle*», a livré, hier, Denis Roy, de l'équipe de campagne de Jean Charest.

Le tout dernier sondage de la campagne, mené par Léger Marketing et diffusé au réseau TVA, les plaçait bien en avant des péquistes avec 47 % des intentions de vote alors que le PQ ne recueillait que 34 % et l'ADQ 17 %. Au début de la soirée, les libéraux pouvaient espérer remporter la victoire dans environ 75 circonscriptions. À Montréal, il n'y a eu évidemment aucune surprise dans les comtés à forte concentration d'anglophones et d'allophones.

VOIR PAGE A 12: LIBÉRAUX

#### Douche froide pour le PQ

TOMMY CHOUINARD  
LE DEVOIR

Québec — L'humeur n'était pas à la fête hier au Capitole de Québec, où une centaine de militants du Parti québécois ont accueilli sans grand enthousiasme les premiers résultats électoraux dévoilés en début de soirée.

Une véritable douche froide s'est abattue sur l'assistance lorsque l'animateur Bernard Derome, de la télévision de Radio-Canada, a annoncé à 21h12 que, si la tendance se maintenait, le prochain gouvernement allait être formé par le Parti libéral et serait majoritaire.

Ces résultats, très préliminaires, plaçaient en effet le Parti libéral en tête, mais seulement quelques-uns des 20 994 bureaux de scrutin avaient terminé de faire le décompte des votes. Les militants ont toutefois manifesté leur joie lors de la confirmation de la réélection de Maxime Arseneau, dans la circonscription des Îles-de-la-Madeleine, et de Stéphan Tremblay, dans Lac-Saint-Jean.

La soirée électorale du PQ, qui s'est tenue au Capitole de Québec, était animée par la comédienne Louise Portal. Seulement une centaine de militants étaient présents autour de 21h.

VOIR PAGE A 12: PQ



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Le premier ministre Bernard Landry et sa compagne Chantal Renaud sont allés voter dans Verchères hier matin.



PATRICK SANFACON LE DEVOIR  
Présentant sa victoire, Jean Charest était radieux lorsqu'il a voté dans Sherbrooke hier. Le chef du Parti libéral a été élu hier soir à la tête d'un gouvernement majoritaire.

JOSÉE BOILEAU  
LE DEVOIR

La campagne qui annonçait une lutte serrée s'est finalement terminée sans suspens. Dès 21h10, Radio-Canada prévoyait que le Parti libéral du Québec formerait un gouvernement majoritaire. Mais ce n'était même plus une surprise tant les sondages de la dernière semaine témoignaient de la remontée libérale au terme d'un mois qui a connu sa part de revirements de situation.

Au moment de mettre sous presse, les libéraux dominaient dans 71 circonscriptions, contre 49 pour le Parti québécois et quatre pour l'Action démocratique du Québec. Les libéraux récoltaient 45 % des voix contre 34 % pour les péquistes et 19 % pour les adéquistes, reflet des plus récents sondages de la fin de semaine.

Mario Dumont a été le premier chef à être déclaré réélu dans la circonscription de Rivière-du-Loup, ce qui n'était pas une surprise. Vers 21h30, c'était au tour du chef du Parti québécois et ex-premier ministre Bernard Landry d'être déclaré élu dans Verchères.

La course n'a pas été facile par contre pour le chef libéral Jean Charest dans Sherbrooke. Il venait finalement d'être réélu devant la péquiste Marie Malavoy, vice-présidente du PQ et son adversaire de 1998, au moment d'écrire ces lignes.

Le libéral Lawrence S. Bergman, dans D'Arcy-McGee, a été le premier candidat déclaré élu, une demi-heure après la fermeture des bureaux de vote. Aux élections de 1998, M. Bergman avait rafalé 90 % du vote, soit le plus gros pourcentage obtenu par un élu.

Cinq minutes plus tard, deux candidats du Parti québécois étaient déclarés élus, soit Stéphan Tremblay dans Lac-Saint-Jean, qui l'avait emporté lors de la partielle de juin 2002, et le ministre de l'Agriculture Maxime Arseneau, aux Îles-de-la-Madeleine, qu'on disait assuré d'une réélection même s'il n'avait obtenu que 588 voix de majorité en 1998.

Porteur de tous les espoirs en début de campagne, l'Action démocratique du Québec semblait en voie de l'emporter dans seulement quatre circonscriptions au moment de mettre sous presse, notamment dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue, où l'ex-bloquiste Pierre Brien dominait l'ancien ministre Rémy Trudel. Par contre, la candidate-vedette et économiste Diane Bellemare a été battue dans Blainville par l'ex-ministre péquiste Richard Legendre.

VOIR PAGE A 12: VENT

- La locomotive Bourque est restée sur le quai de la gare, page A 3
- Les Madelinots renouent leur confiance à Maxime Arseneau, page A 4
- L'éditorial de Bernard Descôteaux, la revanche de Jean Charest, page A 10

## La réélection de Mario Dumont, consolation pour l'ADQ

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Rivière-du-Loup — Après trente-trois jours d'une campagne électorale souvent difficile, l'Action démocratique du Québec se bornait à espérer, au moment de mettre sous presse en début de soirée hier, qu'elle franchirait l'important cap du 20 % des voix. Pour la troisième fois depuis 1994, le chef Mario Dumont a été élu sans difficulté, servant encore une fois de locomotive pour son parti.

Le président du comité électoral Jacques Gauthier se refusait à faire des prédictions. Tout au plus, disait-il que son parti pourrait faire des percées dans le centre du Québec. Ainsi, l'ADQ tablait sur des circonscriptions en Mauricie, à Québec avec notamment ses candidats Guy Laforêt (président de l'ADQ) dans Louis-Hébert et Eric Caire dans La Peltrie, ainsi que dans Chaudières-Appalache (Beauce-Nord et Beauce-Sud, entre autres). «*C'est de l'alchimie que de prévoir comment ça va sortir. Il y a du mouvement dans les derniers jours. Il y avait beaucoup de comtés où il y avait des luttes à trois qui sont devenues des luttes à deux. Il y a des châteaux forts péquistes ou va peut-être faire des percées*», a commenté M. Gauthier.

Mais si l'ADQ visait ces régions, il semblait y avoir peu d'espoir de prendre des sièges à Montréal. Sur

l'île de Montréal, l'Action démocratique avait confié à son candidat vedette et ancien maire de Montréal, Pierre Bourque, le mandat de conquérir l'île. Mais en cours de campagne, des tensions entre M. Bourque et les têtes dirigeantes de l'ADQ sont apparues. L'enthousiasme que devait susciter M. Bourque n'a vraisemblablement pas été au rendez-vous. À la fin de la semaine dernière, M. Bourque a été incapable d'attirer plus de 40 personnes dans sa circonscription de Bourget lors d'une assemblée partisane à laquelle Mario Dumont a participé.

Jacques Gauthier a souligné que la campagne avait été assombrie par les attaques des États-Unis en Irak. «*On a fait une campagne sur fond de guerre. C'est un peu inusité. Mais je retiens que c'est la campagne la plus enlevante depuis trente ans que nous ayons eue*», a ajouté Jacques Gauthier.

En 1998, l'Action démocratique du Québec avait obtenu 11,81 % des voix. Seul Mario Dumont avait réussi, tout comme en 1994, à se faire élire comme député. Il avait obtenu une majorité importante de plus de 4500 voix ce qui s'est reproduit hier.

Si l'ADQ obtenait 20 % et plus des voix, cela permettrait au parti d'être officiellement reconnu à l'Assemblée nationale mais surtout d'espérer donner un nouvel élan au jeune parti. «*Cette élection aura été*

VOIR PAGE A 12: DUMONT



DIDIER DEBUSSCHERE REUTERS  
Mario Dumont et son épouse, Marie-Claude Barrette, ont voté dans la circonscription de Rivière-du-Loup.

## Powell: la Syrie risque des sanctions

Les États-Unis ont répété hier leurs accusations contre la Syrie, accusations selon lesquelles ce pays a testé des armes chimiques au cours des douze à quinze derniers mois et aidé le régime de Saddam Hussein pendant la guerre qui se termine. Le secrétaire d'État Colin Powell a brandi la menace de

sanctions. Est-on au seuil d'un nouveau conflit dans la région? Officiellement, il n'en est pas question. En Irak, la normalisation commence à peine à se faire après plusieurs jours de chaos.

■ À lire en page B 5

#### INDEX

Annances.....	B 8	Idées.....	A 11
Avis publics..	B 6	Météo.....	B 8
Bourse.....	B 4	Guerre.....	B 5
Culture.....	B 12	Mots croisés..	B 8
Économie.....	B 1	Sports.....	B 10
Éditorial.....	A 10	Télévision.....	B 11



# Osez

vous serez étonnés!

Offrez-vous Le Devoir du samedi

Actualités Le monde Perspectives Éditorial Idées Science Éducation Économie Culture Sports  
CAHIER SAMEDI CAHIER CULTURE CAHIER LIVRES CAHIERS SPÉCIAUX L'AGENDA

## LE DEVOIR

Un journal indépendant

Abonnements : 514.985.3355 ou 1 800 463.7559

[www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## ÉLECTIONS 2003

SHERBROOKE

MONTRÉAL

## Charest défait le PQ au Québec, mais Malavoy lui a donné du fil à retordre chez lui

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Après une campagne très serrée entre libéraux et péquistes, les Sherbrookoïses ont finalement choisi d'accorder leur confiance au nouveau premier ministre du Québec, qui a échappé de justesse à ce qui aurait pu être une défaite personnelle humiliante.

Au moment de mettre sous presse, Jean Charest menait par 823 voix sur son adversaire péquiste, Marie Malavoy. Une majorité suffisante pour que Radio-Canada le déclare gagnant.

La poursuite de cette lutte éfrénée dans Sherbrooke est d'ailleurs venue apporter un baume sur la défaite péquiste qui, dès 21h30, semblait acquise. «Je suis de très près ce qui se passe dans Sherbrooke et ça fait plaisir de voir qu'on mène une chaude lutte au chef du PLQ dans sa circonscription», a déclaré Marie Malavoy, alors que se poursuivait la course.

Aux quartiers généraux du PLQ, à Sherbrooke, les difficultés de Jean Charest sont venues ternir l'euphorie générale déclenchée par la prédiction, très tôt en soirée, d'un gouvernement libéral majoritaire par les principaux analystes politiques. On craignait toujours que Jean Charest subisse la même médecine que Robert Bourassa, déchu dans son comté de Bertrand alors qu'une vague rouge sans précédent déferlait sur le Québec en 1985.

Il faut dire que la partie n'était pas gagnée d'avance pour le chef libéral, qui n'avait été élu que par une faible marge de 907 voix en 1998. À mi-campagne, un sondage Crop laissait déjà prévoir une lutte serrée entre libéraux et péquistes, similaire à celle vécue aux élections précédentes. Avant le débat des chefs, ce coup de sonde accordait deux points d'avance à Jean Charest (44 %), talonné de près par Marie Malavoy (42 %), la candidate péquiste. Le candidat adéquiste, Peter Downey, un homme d'affaires influent de la région et propriétaire d'Usinage Nado, fermait quant à lui la marche avec 14 % des intentions de votes. Un second sondage, réalisé la semaine dernière, donnait toutefois une marge plus confortable au chef libéral.

Fort occupé à galvaniser ses troupes un peu partout au Québec, l'absence du chef libéral de son propre comté était rapidement devenue un handicap au cours de cette campagne. Un handicap que ses adversaires péquistes

et adéquiste se sont employés de souligner, en rappelant que Jean Charest, qui réside à Westmount, était pratiquement un touriste à Sherbrooke.

Très connue des électeurs, qu'elle a représentés de 1994 à 1998, Marie Malavoy avait misé sur le vote de la communauté étudiante, d'ordinaire favorable au PQ, et sur l'absence de son adversaire libéral sur le terrain. La grande inconnue demeurait l'influence du vote adéquiste sur le duel Charest-Malavoy, compte tenu de la notoriété locale dont jouit le candidat de Mario Dumont dans Sherbrooke.

Depuis toujours considérée comme une circonscription-baromètre, Sherbrooke avait fait exception pour la première fois le 30 novembre 1998, en écartant Mme Malavoy pour donner sa confiance à Jean Charest. Il semble que, dans ce comté de 60 000 électeurs, entouré de châteaux forts libéraux, tout soit possible. Ainsi, la population, qui avait voté NON au référendum de 1980, s'était ensuite prononcée en faveur du Oui en 53 %. Pour brouiller encore davantage les pistes, le très réputé maire de Sherbrooke, Jean Perreault, est venu donner des munitions aux adversaires de Jean Charest en se prononçant contre les défusions promises par les Libéraux en cour de campagne.

Preuve de leur indépendance d'esprit, les Sherbrookoïses confiaient à CROP que le fait que Jean Charest devienne ou non premier ministre, n'aurait pas d'influence sur leur vote.

## SHERBROOKE



Jean Charest (PLQ)	6520
Peter Downey (ADQ)	1726
Marie Malavoy (PQ)	5697
74 bureaux sur 177	

FABIEN DEGLISE  
LE DEVOIR

Il s'est jeté de la scène politique municipale dans l'arène provinciale pour porter les couleurs de l'ADQ et gagner. Le hic c'est que, hier soir, Pierre Bourque n'a réussi à obtenir que la troisième place dans la circonscription de Bourget à Montréal. L'ancien maire de Montréal a fait piètre figure face à l'électorat, loin devant Diane Lemieux. La candidate péquiste était en effet en tête avec une faible avance, plus d'une heure après la fermeture des bureaux de vote, à quelques encablures de Claude Paquette du Parti libéral.

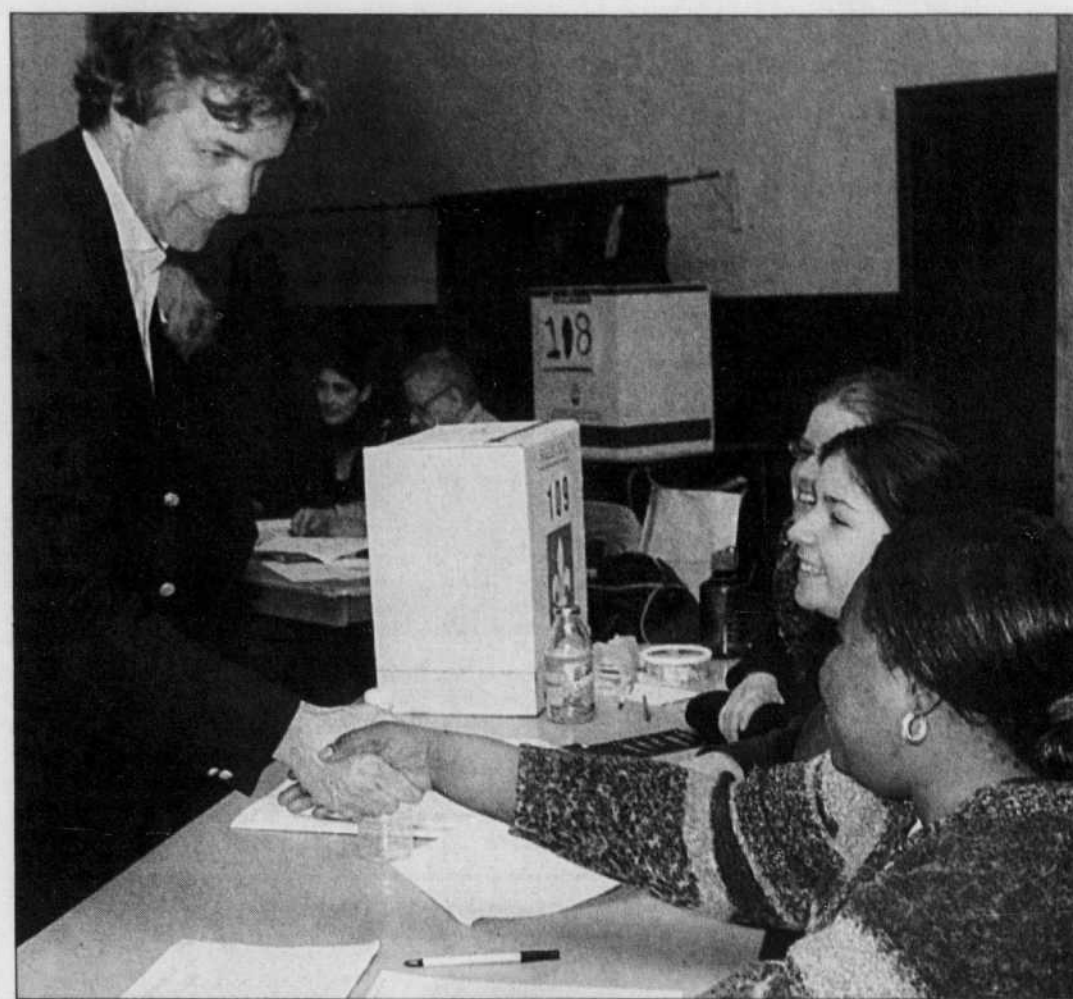
Autre surprise: Daniel Turp, candidat péquiste qui, au moment de mettre sous presse, conservait encore une bonne avance sur Nathalie Rochefort (PLQ) et le candidat de l'UFP, Amir Khadir. Le comté, qui englobe le Plateau Mont-Royal, péquiste depuis plusieurs années, avait échappé au PQ en 2001 lors d'élections partielles au profit des libéraux. Selon plusieurs observateurs, M. Khadir, représentant de la gauche, devait livrer une chaude lutte aux candidats des trois principales formations politiques. Quant à la candidate adéquiste, Vivian Gouder, elle occupait hier, après le dépouillement de 24 bureaux de votes (sur 156), la quatrième place avec... 269 voix.

Le dépouillement des urnes n'a surpris personne dans la circonscription, libérale depuis 1963, d'Outremont. Yves Séguin, candidat-vedette de Jean Charest, y suit désormais les traces de Pierre-Etienne Laporte, Gérald Tremblay et Jérôme Choquette, en remportant l'élection dans ce comté avec, comme d'habitude, une forte avance sur les autres candidats.

Malgré la déferlante libérale à l'échelle de la province, les candidats péquistes de la région mont-réalisée ont réussi à préserver une pincée de châteaux forts de l'île. Conséquence: le désormais ex-ministre de l'Environnement, André Boisclair, dans Gouin, retrouvera les couloirs du Parlement dans les prochains jours, côté opposition, accompagné de Louise Harel (Hoche-laga-Maisonnette), d'André Boulanger (Sainte-Marie-Saint-Jacques) et de Nicole Léger (Pointe-aux-Trembles).

Sans grande surprise, la vague libérale a de nouveau déferlé hier soir sur les autres circonscriptions de l'île de Montréal. Dans Mont-Royal, Philippe Couillard, docteur de son état, a remporté haut la main la lutte contre le péquiste Vincent

## Ni premier, ni deuxième, la locomotive Bourque est restée sur le quai de la gare



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Daniel Turp a fait la tournée des bureaux de scrutin dans Mercier où il tentait, hier, de ramener le comté dans le giron péquiste.

Gagnon. M. Couillard a succédé, dans ce comté cossu de Montréal, rouge depuis 1973, au libéral André Tranchemontagne qui, début mars, a démissionné afin de céder la place à ce neurochirurgien pressenti pour occuper le poste de ministre de la Santé dans un gouvernement libéral.

Autre circonscription, même sort pour le libéral Christos Sirros, reconduit comme député de Laurier-Dorion: une victoire que le politicien, porte-parole de l'opposition en matière de solidarité sociale lors de la dernière législature, reproduit depuis 1981. Ses homologues libéraux dans Jeanne-Mance-Viger (Michel Bissonnet), dans Acadie (Yvan Boredeau), dans D'Arcy-McGee (Lawrence S. Bergman), dans Jacques-Cartier (Geoffrey Kelley), dans Verdun (Henri-François Gauthier) ou encore dans Marguerite-Bourgeoys (Monique Jérôme-Forget) ont également réussi à conserver leur emploi de député pour les quatre ou cinq prochaines années.

## BOURGET



Pierre Bourque (ADQ)	2751
Diane Lemieux (PQ)	7216
Claude Paquette (PLQ)	5225
88 bureaux sur 177	

## MERCIER



Amir Khadir (UFP)	1230
Nathalie Rochefort (PLQ)	2154
Daniel Turp (PQ)	3125
40 bureaux sur 156	

QUÉBEC

## La région de la capitale vire au rouge

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

De presque toute bleue, la région de Québec était en voie de tourner au rouge, hier soir, une heure à peine après la fermeture des bureaux de scrutin. Préfigurant la suite de la soirée, non seulement dans la région, mais aussi à la grandeur de la province, le Parti libéral s'avérait, en effet, en tête dans la plupart des circonscriptions qui s'étaient refusées à lui en 1998 des deux côtés du fleuve.

La région de Québec se faisait à l'idée, depuis quelques semaines déjà, qu'elle serait celle qui ferait pencher la balance du pouvoir en faveur de l'un ou l'autre des partis. Habitée, depuis un quart de siècle, à voter «du bon bord», cette région-baromètre a toutefois semblé, cette fois-ci, éprouver plus de mal qu'ailleurs à se faire une raison entre réélire une majorité de députés du PQ, opter pour l'habituelle solution de rechange du PLQ, ou tenter une nouvelle aventure avec l'ADQ.

Contrairement à la tendance observée dans la plupart des autres régions, les derniers sondages, réalisés au début du mois, y plaçaient, en effet, à égalité les trois partis, le PQ récoltant 30 % des intentions de votes, le PLQ 29 % et l'ADQ 26 %, avant réparti-

tion des 13 % d'indécis. Ces résultats constituaient une remontée significative des libéraux et une chute des péquistes par rapport aux sondages précédents réalisés au lancement de la campagne dans lesquels le PLQ n'affichait que 24 %, le PQ 35 % et l'ADQ 26 %, et ce, avec 15 % d'indécis.

Victorieux dans neuf circonscriptions sur onze aux élections de 1998 (11 sur 13 en ajoutant les deux circonscriptions situées juste de l'autre côté du fleuve), les organisateurs péquistes de la région confiaient, la semaine dernière, espérer en remporter au moins sept pour avoir des chances de rester au gouvernement cette fois-ci.

Ils savaient toutefois avoir affaire à un électoral de plus en plus conservateur avec le temps, et particulièrement échaudé par le regroupement forcé de leurs municipalités. Ils devaient également compter avec la retraite de deux ministres connus: Paul Bégin (Louis-Hébert) et Jean Rochon (Charlesbourg), ainsi que de quatre députés: Diane Barbeau (Vanier), Raymond Brouillet (Chauveau), Michel Côté (La Peltre) et Denise Carrier-Perreault (Chutes-de-la-Chaudière).

Ces départs laissaient encore, cependant, un assez fort contingent d'élus sortant du Parti québécois auxquels on accordait, jus-

qu'au dévoilement du vote, de bonnes chances d'être réélus, tels que les ministres Agnès Maltais (Taschereau), Jean-François Simard (Montmorency), Roger Bertrand (Portneuf) et Rosaire Bertrand (Charlevoix).

Élus en 1998 seulement dans les circonscriptions de Jean-Talon et Jean-Lesage, les libéraux espéraient bien, pour leur part hier, pouvoir faire des gains notamment dans Charlesbourg, avec pour candidat un champion des défusions, Eric R. Mercier, le fils et organisateur politique de l'ancien maire de la place et chef de l'opposition à l'Hôtel de ville de Québec, Ralph Mercier.

Aucune circonscription, durant la campagne, ne devait toutefois mieux illustrer le choc électoral entre les trois partis en lice que celle de Louis-Hébert représentée jusque-là par le ministre Paul Bégin et bastion de l'ancienne mairesse de Sainte-Foy, André Bouchard. Pdg d'une importante firme de relations publiques et ancienne attachée de presse du premier ministre René Lévesque, la candidate péquiste, Line-Sylvie Perron, y affrontait, en effet, Sam Hamad du Parti libéral, un vice-président du Groupe Roche que l'on disait ministrable, ainsi que Guy Lafortest, professeur de science politique, mais surtout président de l'Action démocratique du Québec.

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

## Le bastion nationaliste est ébranlé

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

La vague libérale, qui s'annonçait sur le Québec dès les premiers résultats de l'élection hier soir, a eu son écho au Saguenay-Lac Saint-Jean, où trois circonscriptions en apparence imprenables se retrouvaient aux prises avec de chaudes luttes dont l'issue semblait en voie de favoriser néanmoins les péquistes dans au moins trois circonscriptions sur cinq, mais par des majorités fortement réduites.

D'entrée de jeu, cependant, on annonçait à Lac-Saint-Jean l'élection de Stéphan Tremblay, le jeune bloquiste qui s'était rendu célèbre en quittant le Parlement avec son siège. Il a été élu aux partielles de 2001 et s'est installé d'emblée hier avec plus de 50 % des voix au point qu'il a été un des premiers candidats officiellement déclarés élus au Québec.

Dans cette région, généralement qualifiée de bastion péquiste, la libérale Françoise Gauthier semblait en voie de conserver pour sa part la circonscription de Jonquières avec des dépens de Myrtha Laflamme, avec une avance allant de 5 à 7 % pour les premiers résultats.

Dans Chicoutimi, Stéphane Bédard maintenait avec constance son avance sur le libéral Jean-Guy Maltais mais, lui aussi, par une mince marge, du moins d'après les premiers résultats. Dans Dubuc, la lutte

était la plus corsée de la région car le péquiste Jacques Côté, le député de la circonscription, était talonné, voire à égalité avec le libéral Johnny Simard qui prenait même l'avance à certains moments. Dans Roberval, une chaude lutte s'annonçait aussi entre Karl Blackburn, le fils de l'ancien ministre libéral Gaston Blackburn. Mais le jeune Blackburn se retrouvait par quelques points de pourcentage avec constance derrière le candidat péquiste Réjean Lacombe, en avance, du moins après une vingtaine de résultats.

Avant les élections, le Parti québécois dominait la région avec quatre circonscriptions sur cinq. C'est dans Jonquières que le Parti libéral a fait sa première trouée dans cette région à l'occasion de l'élection partielle de 2001. La candidate libérale Françoise Gauthier l'emportait par 4247 voix sur la péquiste Nicole Racine dans une circonscription qui accordait une majorité de 13 923 voix à l'ancien premier ministre Lucien Bouchard à l'élection générale de 1998.

Le Parti québécois l'emportait de justesse à l'élection partielle de 2001 dans Lac-Saint-Jean, un autre fief traditionnellement nationaliste. La majorité de 15 706 voix que remportait en 1998 l'ancien ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Jacques Brassard, avait alors fondu pour laisser la victoire de justesse à Stéphan Tremblay, un an-

ancien du Bloc débarqué sur la scène provinciale, avec tout juste 651 voix.

Ces deux votes indiquaient clairement à quel point la population de ces deux circonscriptions était insatisfaite du départ de Lucien Bouchard et Jacques Brassard, sans compter que plusieurs remous avaient alors secoué les organisations péquistes locales.

Dans Dubuc, Jacques Côté, un ancien notaire qui allait être nommé ministre délégué à l'habitation, obtenait en 1998 exactement 16 388 voix sur son plus proche adversaire, Claude Richard, qui en décrochait environ la moitié moins. Il était néanmoins dépassé par Benoît Laprise dans Roberval, qui vient de se retirer même s'il avait obtenu 59,9 % du vote avec 19 228 voix, dépassant par plus du double le libéral Pierre Thibault. L'adéquiste François Gendron — à ne pas confondre avec le ministre péquiste des Ressources naturelles — obtenait 4516 voix.

Chicoutimi remportait alors le plus haut score en accordant 19 080 voix à Stéphane Bédard, le fils de l'ancien ministre de la Justice, Marc-André Bédard.

On peut mesurer la force historique du bastion péquiste quand on se rappelle qu'au référendum de 1995, le Oui remportait 70,5 % des voix dans Lac-Saint-Jean, 71 % dans Jonquières, 70,3 % dans Dubuc, 68,8 % dans Chicoutimi et 65 % dans Roberval.

## ÉLECTIONS 2003

EN RÉGION

# Les Madelinots redonnent leur confiance à Maxime Arseneau

## Rémy Trudel bataille ferme dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue

CLAIRANDRÉE CAUCHY  
LE DEVOIR

Fuseau horaire oblige, les Madelinots ont été les premiers à élire leur député. Ils ont renouvelé leur confiance au péquiste Maxime Arseneau, damant le pion à l'attachée politique libérale Simone Leblanc.

Les citoyens de la circonscription voisine de Gaspé, durement éprouvés par la fermeture de la mine de Murdochville et de la Gaspesia semblaient quant à eux préférer le PLQ. Tôt en soirée, Jean-Hugues Gérard menait par 7 % avec seulement 15 bureaux de vote sur 114.

La performance libérale sera aussi à surveiller dans Bonaventure et Kamouraska-Témiscouata où Nathalie Normandeau et Claude Béchard avaient tous deux remporté en 1998 avec de très courtes majorités.

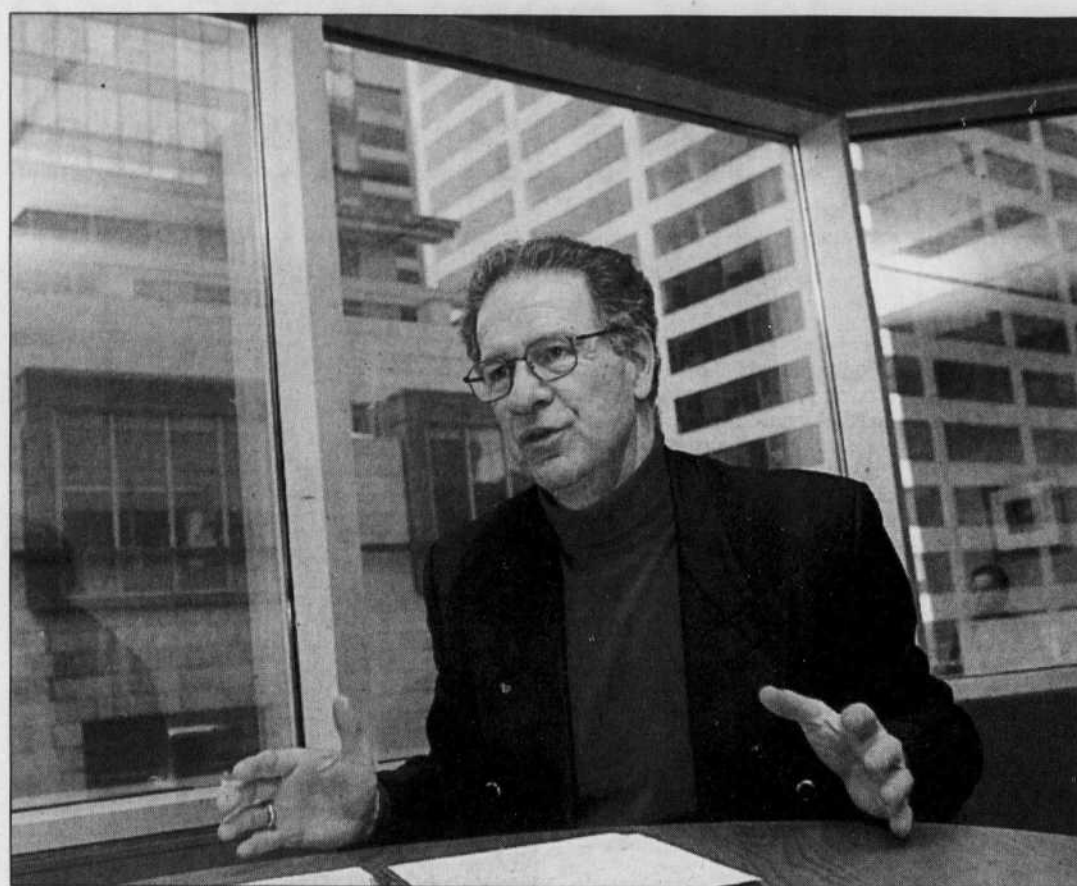
Toujours au Bas-Saint-Laurent, le chef adéquistes a été réélu dans son bastion de Rivière-du-Loup. Il faudra garder un œil sur sa majorité, alors qu'elle avait diminué de neuf points de pourcentage entre 1994 et 1998.

En début de soirée, l'issue était encore incertaine dans Matane, où l'ancien président du Conseil national des jeunes du Parti québécois, Pascal Bérubé, affronte la fiscaliste libérale Nancy Charest ainsi que l'adéquistes Raynald Bernier, un ancien péquiste battu à l'investiture en août dernier. La libérale était en tête avec une courte avance en début de soirée.

Alors qu'une lutte à trois s'annonçait dans Rimouski, la péquiste Solange Charest semblait en avance sur le libéral Eric Forest, le directeur-général du Club de Hockey l'Océanic.

### Corriveau en danger

Sur la Rive-Nord du Saint-Laurent, le règne de l'adéquistes François Corriveau aura été court, malmené par le vote des nombreux travailleurs syndiqués du comté. Le permanent syndical Marjolain Dufour, candidat du PQ, était clairement en avance avec près de tiers des bureaux de vote dépouillés. La circonscription de René-Lévesque, ancienne-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Dans les fiefs péquistes abitibiens, tous les yeux étaient rivés en début de soirée sur la lutte fratricide dans Rouyn-Noranda, qui opposait l'ancien député bloquiste Pierre Brien, qui portait les couleurs adéquistes, et son ennemi de toujours, le ministre Remy Trudel (notre photo).

ment Saguenay, avait auparavant toujours voté péquiste, depuis le tout début en 1970.

Un peu plus au nord, la lutte s'annonce serrée dans Ungava entre le ministre sortant Michel Lé-

tourneau et le maire libéral de Chibougameau, Don Bubar. On pourra voir si l'appui inattendu du chef Cri Ted Moses au Parti québécois bénéficiera au péquiste qui figure parmi les artisans de la Paix

des braves. Le libéral misait surtout sur la section abitibienne du comté.

### Lutte attendue dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue

Dans les fiefs péquistes abitibiens, tous les yeux étaient rivés en début de soirée sur la lutte fratricide dans Rouyn-Noranda, qui opposait l'ancien député bloquiste Pierre Brien, qui portait les couleurs adéquistes et son ennemi de toujours, le ministre Remy Trudel. La venue du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a semé la controverse dans les rangs de l'organisation adéquistes, alors que plusieurs militants bloquistes ont suivi leur député.

L'apport de l'organisateur adéquistes Marcel Dutil, de la compagnie Canam pourrait aussi brouiller les cartes dans le bastion libéral beauceron. Au royaume de la PME, les trois partis se livraient une lutte serrée dans Beauce-Sud. Dans Beauce-Nord, traditionnellement libéral, le maire de Saint-Jules, Javier Grondin faisait bonne figure en début de soirée. Le comté de Frontenac pourrait changer d'allégeance, au profit du PLQ. Le péquiste Marc Bouliane n'avait remporté le comté qu'avec 1004 voix. Le Parti libéral lui oppose un candidat fort connu dans la région: le maire de Thetford Mines, Laurent Lessard.

Dans la région de Mauricie-Bois-Franc, le comté de Lavolette promet une chaude lutte. Les libéraux ont fait élire la pharmacienne Julie Boulet dans ce comté qui avait toujours envoyé des péquistes à l'Assemblée nationale depuis 1976. Le péquiste Patrick Lahaie tentait de ramener la circonscription dans le giron souverainiste.

L'ancien ministre du Revenu Guy Julien tentera de son côté de conserver la circonscription voisine de Trois-Rivières, qu'il avait remportée par 1523 voix.

Dans la région limitrophe, en Estrie, il faut noter l'élection probable d'un des gros canons du Parti libéral, Pierre Reid, ancien recteur de l'Université de Sherbrooke et ancien président de la Conférence des recteurs et principaux d'universités.

## Le courant libéral l'emporte toujours dans l'Outaouais

CLAUDE TURCOTTE  
LE DEVOIR

Les cinq comtés de la région de l'Outaouais avaient donné ensemble une majorité de 52 268 voix au Parti libéral en 1998. Peu importe le courant en 2003, il était prévisible que les libéraux allaient tenir encore une fois le haut du pavé, une tendance qui s'est évidemment manifestée dès les premiers résultats hier soir.

Dans les cinq comtés, les libéraux ont dès les premiers résultats pris une avance considérable. Dans Chapleau, Benoît Pelletier, expert constitutionnel qui sera très vraisemblablement un ministre dans le nouveau gouvernement Charest, avait après le dévoilement de neuf urnes sur 188 accumulé 669 voix, ce qui donnait 57 % des votes, alors que le candidat péquiste n'en obtenait que 279 ou 24 %, et l'aspirant adéquistes en avait 168 ou 14 %.

Dans Gatineau, Réjean Lafrenière a été réélu une demi-heure après la fermeture des bureaux de scrutin avec 65 % des voix dans six urnes sur 178. La même tendance a prévalu dans Hull pour le libéral Roch Cholette, qui avait 52 % des voix dans quatre urnes sur 194, alors que le PQ en avait 24 % et que l'ADQ en obtenait 18 %. M. Cholette fut l'un des artisans actifs de l'élaboration de la politique de son parti à l'égard des défusions municipales.

Dans Papineau, Norman MacMillan a été réélu. Après le dépouillement de 14 urnes sur 204, il avait 60 % des voix, n'en laissant que 26 % au candidat péquiste et 11 % à l'adéquistes. Enfin, aucune surprise dans Pontiac où la libérale Charlotte L'Écuyer a reçu pratiquement 90 % des voix dans les sept premières urnes. Le candidat péquiste n'en obtenait que 4,9 % et celui de l'ADQ le suivait de près avec 3,6 %.

### En milieu urbain

Les comtés de Hull et de Chapleau, qui sont les deux circonscriptions les plus urbaines de la région, ont une importante population d'employés fédéraux généralement plus enclins à donner leur appui à un parti fédéraliste. Ces deux comtés avaient donné respectivement une majorité de 8682 et 10 185 voix aux libéraux en 1998. Toutefois, le champion de la majorité libérale avait été la circonscription de Pontiac, un long territoire rural et semi-rural qui longe la rivière des Outaouais à l'ouest de Hull, habité par une forte concentration anglophone. La majorité avait été proche de 18 000 voix, ce qui était énorme compte tenu du nombre peu élevé d'électeurs, soit moins de 40 000. En fait, plus de 75 % des votes avaient été donnés aux libéraux, alors que le PQ en obtenait 14 % et le Parti Égalité près de 6 %.

Dans Chapleau, Benoît Pelletier avait obtenu 59,2 % des votes, alors que le PQ en avait 30 % et l'ADQ près de 9 %. Dans Gatineau, les proportions avaient été assez semblables, soit 61 % aux libéraux, 30 % au PQ et 5,9 % à l'ADQ. Même chose dans Hull avec des pourcentages respectivement de 59, 32 et 6,7 %. Papineau avait donné 54 % des votes aux libéraux, 38 % aux péquistes et 5,5 % aux adéquistes.

Au référendum de 1995, Pontiac avait voté à plus de 87 % en faveur du NON. Dans les quatre autres circonscriptions, le NON l'avait aussi emporté facilement avec plus de 72 % des voix dans Chapleau, 70 % dans Gatineau et près de 70 % dans Hull et 63 % dans Papineau.

RIVE-NORD DE MONTRÉAL



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Deux-Montagnes est une circonscription-baromètre du 450-nord, mais aussi une des circonscriptions-témoins du Québec puisqu'elle vote «du bon bord» depuis plus de trente ans.

## L'ADQ résistera-t-elle dans les Laurentides?

### Avec deux députés et deux candidats-vedettes, la région constituait un des rares bastions de l'équipe Dumont

STÉPHANE BAILLARGEON  
LE DEVOIR

Avec deux députés (Marie Grégoire dans Berthier, Sylvie L'Espérance dans Joliette) et deux candidats-vedettes (Diane Bellemare dans Blainville, Hubert Meilleur dans Mirabel), la région au nord de Laval constituait un des rares bastions de l'Action démocratique/Équipe Mario Dumont de la campagne électorale qui s'est terminée hier. Au moment de mettre sous presse pour la première édition du *Devoir*, les résultats parcellaires ne permettaient pas de savoir si la jeune formation avait résisté à l'effondrement prévisible de l'ADQ.

Dans Berthier, vers 21h30, la lutte se continuait à trois (PQ, PLQ, ADQ) tandis que, dans Joliette, le Parti québécois menait par une faible marge. Cette dernière circonscription a été arrachée par l'ADQ aux partielles de juin 2002, mais la députée sortante Sylvie L'Espérance devait soulever ferme pour garder son siège devant une des vedettes montantes du PQ, Jonathan Valois, émule de l'ancien député-ministre Guy Chevrette.

Le Parti québécois détenait plus de la moitié des circonscriptions (sept sur treize) comprises dans le croissant de lune liant les Basses-Laurentides et l'est

de Lanaudière, entre Argenteuil d'un côté et Berthier de l'autre. Dans Prévost, la circonscription incluant Saint-Jérôme, Lucie Papineau semblait se diriger vers une victoire.

Deux candidats-ministres (François Legault dans Rousseau et Richard Legendre dans Blainville) jouaient leur poste à l'Assemblée nationale. Ce dernier semblait sur le point d'être réélu alors que la lutte s'annonçait assez féroce dans Blainville contre l'économiste Diane Bellemare, un des plus gros canons de la formation de Mario Dumont.

La région des Laurentides compte également un chef de formation, Richard Savignac, leader du Parti Vert, qui brigait le poste de député dans Berthier, une circonscription représentée par la péquiste Claude Cousineau. Il avait attiré moins de 2 % du quart des votes compilés une heure après la fermeture des bureaux de vote.

### Deux-Montagnes, circonscription-témoin

Deux-Montagnes est une circonscription-baromètre du 450-nord, mais aussi une des circonscriptions-témoins du Québec puisqu'elle vote «du bon bord» depuis plus de trente ans. La députée péquiste Hélène Robert l'avait emporté par près de 7500 voix

aux dernières élections. Vers 21h30, elle menait avec 40 % des suffrages comptés, contre environ 36 % pour le nouveau candidat libéral, Marc Lauzon. L'ADQ était représentée par Eric Duhaime, un ancien conseiller de Stockwell Day.

Avec son électoralat francophone à 98 %, arraché en bonne partie à la circonscription voisine d'Argenteuil, libérale depuis 32 ans, la toute nouvelle circonscription de Mirabel semblait aussi découpée exprès pour une candidate péquiste, en l'occurrence une candidate, l'avocate Denise Beaudoin. Sa famille habite la région depuis des décennies — un de ses ancêtres a fondé l'École d'agriculture d'Oka — et elle-même a défendu les expropriés de Mirabel, où elle réside.

Le libéral Réal Proulx n'est pas en reste avec un grand-papa commerçant à Oka et sa ferme familiale de Saint-Benoît. M. Proulx a été organisateur politique pour les libéraux et conseiller municipal de Mirabel, où se concentre la moitié de l'électorat de la circonscription.

L'ADQ pouvait compter sur la candidature du maire de cette municipalité, Hubert Meilleur, en poste depuis plus de 15 ans, vu longtemps comme un des seuls rescapés potentiels du naufrage annoncé du tiers parti.

L'avenir autrement. ADQ



www.adq.qc.ca

**HENRI VÉZINA**  
Vêtements pour hommes



LE DEVOIR

## LE MONDE

GUERRE EN IRAK

## La marque France ne souffre guère des chocs géopolitiques

ANNIE KAHN  
LE MONDE

«Depuis le début de la guerre en Irak, notre boutique de New York ne désemplit pas.» Christophe Caïs, directeur général de Biche de Bere, une PME française fabricant des vêtements et des bijoux fantaisie, n'en revient pas. «Quand on a entendu parler d'embargo, on a vraiment tremblé», reconnaît-il. D'autant qu'il avait, pour l'instant, joué de malchance: le 23 août 2001, il signait le bail de sa première (et toujours unique) boutique américaine... quelques jours avant les attentats du 11 septembre. Mais, à Soho, quartier de New York où se trouve sa boutique, «les clients viennent pour montrer qu'ils ne sont pas d'accord avec la politique de George W. Bush. Je le ressens comme une démarche de solidarité et de sympathie envers la France», analyse-t-il.

## L'Amérique profonde

Difficile de savoir si cette expérience est exceptionnelle. Il est clair que Soho n'est pas l'Amérique. La clientèle, plutôt internationale, y est différente de celle de l'Amérique profonde. Et si, pour Christophe Caïs, avoir une marque française pour des produits fortement revendiqués comme «made in France» est un atout essentiel, il n'est pas sûr qu'il en soit ainsi dans tous les secteurs. Certains importateurs de vin ou de fromages français aux États-Unis s'alarment ainsi des appels au boycottage, d'autant que des magasins spécialisés dans la vente de produits gastronomiques y participent avec ostentation, placardant des affiches hostiles aux produits français sur leurs vitrines.

Devant les mouvements actuels de repli communautaire ou national, devant la tentation d'utiliser l'origine géographique des firmes pour affaiblir des produits concurrents, les entreprises françaises seraient-elles tentées de banaliser leurs marques en leur donnant une consonance anglo-saxonne par exemple, pour ne pas risquer d'être discréditées?

Pour l'instant, il semble qu'il n'en soit rien. Certes Danone, par exemple, se félicite que sa marque locale «Dannon» soit considérée comme américaine. Mais son existence est historique. Globalement, la stratégie de marque chez ce poids lourd de l'agroalimentaire reste très pragmatique. «Dans un pays qui n'a pas de marque dominante, si Danone peut s'imposer, nous n'hésitons pas à l'utiliser», explique Laurent Sacchi, directeur de la communication du groupe. Nous avons également implanté la marque en Afrique du Nord car elle était déjà connue grâce aux publicités sur les chaînes de télévision françaises, habituellement regardées par les habitants de ces pays. En revanche, en Argentine où nous avons racheté La Sereñissima, une marque locale à forte image, nous l'avons maintenue.

Même stratégie chez Pernod-Ricard, où l'on peut s'étonner qu'en Australie ses vins soient vendus sous la marque Jacobs Creek, sans aucune allusion à l'origine française de la firme. Mais les vins concernés proviennent de vignobles australiens, et portaient déjà cette marque quand le groupe français en a fait l'acquisition. Or «les consommateurs de pays producteurs sont peu ouverts aux vins des autres pays», explique Francisco de la Vega, di-

recteur de la communication de Pernod-Ricard. Les Australiens préférant un label australien, il aurait été irrationnel d'en changer. D'autant que «les consommateurs de pays non producteurs apprécient la diversité». Les Belges, les Scandinaves, entre autres, préfèrent pouvoir choisir entre... un «vin du Nouveau Monde» et un vin européen. Autant donc offrir une large palette et revendiquer la variété des terroirs.

## Rarement détruite

Chez BNP Paribas, cette problématique existe aussi, mais repose sur d'autres critères. «Pour les clients mondialisés, les grandes entreprises et leurs dirigeants, les personnes intéressées par la gestion de patrimoine, le fait d'avoir une marque mondiale est déterminant», explique Antoine Sire, directeur de la communication. «Et, ajoute-t-il, une marque est rarement détruite par un boycottage.» «Cela dit, pour la clientèle d'agence, la marque d'origine d'un réseau dont BNP Paribas a fait l'acquisition est maintenue si elle dispose de sa propre notoriété. Ce qui est le cas du réseau américain Bank of the West, par exemple», qui appartient au groupe français, mais a gardé sa marque initiale.

D'une façon générale, «pour créer une grande marque, il ne faut rien cacher», estime Jean-Baptiste Danet, directeur général d'Interbrand France, filiale d'une société américaine spécialisée dans le conseil et la création de marques, et auteur, avec le magazine *Challenge*, du palmarès des marques françaises. «Il faut réconcilier actionnaire, manager et consommateur et donc jouer la transparence», estime cet expert, pour qui les questions de gouvernance sont visiblement bien plus importantes que celles liées au boycottage. «La situation conjoncturelle est un peu difficile, précise-t-il, mais c'est un épiphénomène. Les entreprises ne vont pas modifier leurs stratégies de marque pour autant. Car la marque, c'est l'inverse de l'anonymat.»

## De Danone à Dannon

Si Danone s'appelle Dannon aux États-Unis, ce n'est guère en raison de l'histoire récente. La marque Danone a vu le jour en Espagne en 1919. Son fondateur, Isaac Carasso, issu d'une famille juive de Salonique, s'était installé à Barcelone durant la première guerre mondiale. Homme d'affaires à la retraite, il entend parler des travaux sur les ferments lactiques et les yaourts d'Elie Metchnikoff, directeur de l'Institut Pasteur et Prix Nobel. Il décide d'entreprendre la fabrication de ce produit et choisit pour marque «Danone», diminutif du nom de son fils Daniel.

Ce dernier crée, en France, en 1929, une filiale de l'entreprise paternelle. Mais en 1941, l'antisémitisme le contraint à immigrer aux États-Unis. Il rachète une petite société de yaourts à des Grecs du Bronx. Le célèbre designer Raymond Loewy lui conseille de supprimer le «e» final et de doubler le «n» pour que les Américains prononcent correctement la marque. En 1942, la Dannon Milk Products voit le jour.

En 1994, le groupe BSN, qui a entre-temps racheté tant Danone que Dannon, décide d'abandonner son nom pour celui de Danone, mais garde aux États-Unis la marque orthographiée à l'américaine, sous laquelle ses produits sont connus.



Les troupes américaines faisant leur entrée à Tikrit, dimanche.

REUTERS

ANALYSE

## Washington dans les affres de l'après-Saddam Hussein

Avec la prise de Bagdad, les États-Unis sont devenus, au Proche-Orient, un acteur à part entière. George W. Bush, qui dénonçait, en 2000, pendant sa campagne électorale, le *nation building* pratiqué par le gouvernement Clinton dans les Balkans, est engagé aujourd'hui dans la plus grande et la plus périlleuse entreprise de ce genre tentée par les États-Unis — ou par qui que ce soit d'autre — au Proche-Orient depuis la fin de l'Empire ottoman il y a quatre-vingts ans.

PATRICK JARREAU  
LE MONDE

Les choix que fait ou va faire Washington pour l'organisation de l'Irak sont lourds de conséquences, pour ce pays, pour toute la région et, dans une certaine mesure, pour le monde musulman. Or la bataille fait rage, à Washington, sur la façon de s'y prendre.

Une première logique est celle de l'occupation *a minima*. Elle se décline de la façon suivante: les États-Unis ont attaqué et défait le régime de Saddam Hussein en raison de la menace que représentaient ses armes non conventionnelles et son agressivité anti-américaine. Une fois ce régime renversé, l'essentiel est de mettre en place un pouvoir qui assure la tranquillité d'esprit des États-Unis. Cyniquement, l'idée est d'avoir, à Bagdad, l'équivalent des régimes amis du Caire ou d'Amman, où la démocratie et la liberté d'expression ne sont pas en vogue.

## Pays divisé

Dans le cas de l'Irak, s'ajoute la difficulté d'avoir à tenir ensemble un pays divisé. Néanmoins, on remplacera un pouvoir autoritaire par un autre pouvoir autoritaire, et les forces américaines se retireront du pays le plus vite possible.

Une deuxième logique est celle de l'occupation transformatrice. Elle dérive, pour une part, des difficultés de mise en œuvre de la précédente. Pour assurer la stabilité et l'intégrité de l'Irak, il faut faire davantage que de trouver des successeurs à Saddam Hussein et à son clan. Le renversement du parti Baas oblige à repenser tout le système institutionnel irakien.

Pour une autre part, cette conception procède de l'ambition plus large d'une réforme politique du monde arabe, exposée notamment par Richard Haass, le numéro trois du département d'État, dans un discours prononcé le 4 décembre 2002 au Council on Foreign Relations, à Washington, et reprise à son compte par M. Bush devant l'American Enterprise Institute le 26 février (*Le Monde* du 20 mars). Dans cette vision-là, l'Irak est un chantier de construction. Ce vaste et riche morceau du Proche-Orient devient le lieu où implanter ce qui manque à la plus

grande partie du monde arabe: la démocratie, la liberté d'expression, l'État de droit, une vraie économie de marché.

## Conquête

Une troisième logique est celle de la conquête ou d'une nouvelle colonisation, américaine cette fois. Le schéma est en partie le même que celui de la réforme, mais il s'appuie sur le «gros bâton» plutôt que sur l'exemplarité. Il a une inspiration pragmatique et une autre idéologique. Le réalisme consiste à dire que le renversement de Saddam Hussein et l'entrée des Américains à Bagdad ne peuvent pas ne pas avoir un effet déstabilisateur sur toute la région: les régimes anti-américains, en Syrie et en Iran, vont avoir tendance à se radicaliser; le fondamentalisme islamiste va se renforcer et exercer sa pression sur les régimes amis.

L'aspect idéologique de cette vision des choses a été exprimé, notamment, par un proche de Donald Rumsfeld, James Woolsey, ancien directeur de la CIA. Pour M. Woolsey, le 11 septembre 2001, a commencé la «quatrième guerre mondiale» (*Le Monde* du 9 avril), qui met aux prises le monde libre et l'islamisme, de la même façon que la «troisième», la guerre froide, a opposé la liberté et le communisme.

Dans ce choc des civilisations, les États-Unis doivent assumer l'affrontement avec les régimes politiques qui, d'une manière ou d'une autre, s'appuient sur l'islam, s'en inspirent ou s'en servent. La Syrie et l'Iran sont en première ligne, l'Arabie saoudite arrive bientôt derrière, et pourquoi s'arrêter en si bon chemin? Le Pakistan et l'Indonésie méritent peut-être, eux aussi, les attentions du Pentagone.

## Relations mises à mal

Chacune de ces logiques a des conséquences hors du Proche-Orient, et les relations des États-Unis avec les autres parties du monde sont affectées par d'autres aspects du dossier irakien. Les relations avec l'Europe sont évidemment en cause, de

même que les relations avec la Russie, dont l'équipe Bush avait fait un de ses points forts. De façon moins directe, les décisions prises, ou qui vont l'être, au sujet de l'Irak vont avoir des répercussions sur les rapports avec la Chine et, à travers la question du rôle de l'ONU, avec ces pays d'Amérique latine et d'Afrique dont on a vu, dans les discussions du Conseil de sécurité, qu'ils ne s'alignaient pas sur les États-Unis. Autant que la France, qualifiée ironiquement, à Washington, de «chef de file des non-alignés», ces pays sont attachés au poids que leur donne leur engagement dans les Nations unies.

La multiplicité et l'importance de ces enjeux rendent d'autant plus frappant — mais contribuent aussi à expliquer — que les responsables américains ne soient pas d'accord entre eux et que les décisions concernant l'Irak soient si longues et si difficiles à prendre. Les oppositions sont multiples. James Dobbins, l'ambassadeur qui a organisé la conférence de Bonn sur l'Afghanistan, explique que le gouvernement doit choisir, aujourd'hui, à propos de l'Irak, entre «remettre le pouvoir à des Irakiens non élus, ce qui nous permettra de nous dégager plus vite, ou bien mettre en place un processus démocratique et passer le relais à des responsables élus, mais ce sera plus long».

Faut-il donner un rôle éminent à l'émigré Ahmed Chalabi, le président du Conseil national irakien, qui est soutenu par une partie — une partie seulement — des conseillers de Donald Rumsfeld? Faut-il, au contraire, intégrer des hauts fonctionnaires et des notables de l'intérieur, ayant au moins collaboré avec le régime baasiste? Ce choix en emporte plusieurs autres. Par exemple, M. Chalabi est chiite. Les chiites étant majoritaires en Irak, il ne serait pas anormal que le gouvernement fût dirigé par l'un des leurs, mais les voisins saoudiens et les monarchies du Golfe s'en inquiètent et veulent préserver la prééminence sunnite. Que doit faire Washington? Jouer la carte «un homme, une voix» ou celle des accords communautaires à la libanaise? Ce débat recoupe une opposition entre les diplomates du département d'État, traditionnellement arabisants et pro-arabes, et les pro-israéliens du ministère de la défense, emmenés par M. Rumsfeld et par le vice-président Richard Cheney, ancien secrétaire à la défense.

Les détracteurs de M. Chalabi le dénoncent, notamment, comme lié au lobby pro-israélien. Cette frontière entre amis et adversaires d'Israël se retrouve au niveau des choix des administrateurs américains. Jay Garner, général à la retraite, placé à la tête de l'administration civile, est pro-israélien. M. Rumsfeld se bat pour promouvoir à un poste-clé de cette administration M. Woolsey, l'homme de la «quatrième guerre mondiale», qui est aussi un défenseur d'Israël, plutôt que des diplomates considérés comme conservateurs dans leur vision du Proche-Orient et des alliances entre les États-Unis et les régimes arabes dits modérés. Cependant, le numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz, bien qu'ami de M. Woolsey, ne soutient pas sa nomination. À la différence de l'ancien directeur de la CIA, M. Wolfowitz croit à l'islam modéré, qu'il a fréquenté lorsqu'il était ambassadeur en Indonésie et en faveur duquel il n'a cessé de plaider dans le cas de la Turquie.

## «Vital» ou «central»?

Dans un entretien accordé au *Los Angeles Times*, Colin Powell a réaffirmé, jeudi 10 avril, que la responsabilité politique de l'Irak ne peut pas, selon lui, revenir à l'ONU. Celle-ci aura un rôle «vital», selon le mot soigneusement choisi pour la déclaration de M. Bush à Belfast, mardi 8 avril. «Vital» n'est pas «central», précise le secrétaire d'État, qui accuse les Européens de ne pas avoir d'idée précise de ce qu'ils veulent dire quand ils parlent d'un «rôle central». Pour le gouvernement américain, selon M. Powell, le Conseil de sécurité devra cautionner la démarche visant à mettre en place une Autorité intérimaire irakienne.

Parmi les partisans les plus déterminés de la guerre en Irak, une division est apparue entre ceux qui, comme M. Cheney et M. Rumsfeld, pensent que les États-Unis doivent suivre leur chemin seuls et ceux qui défendent la nécessité d'associer l'Europe, à travers l'OTAN et les Nations unies, à la reconstruction économique et politique de l'Irak. Des faucons comme Robert Kagan et William Kristol, qui font partie des néo-conservateurs les plus en vue, se sont prononcés en ce sens et pensent que Washington ne doit pas chercher à imposer, avec M. Chalabi et autour de lui, un gouvernement venu de l'extérieur.

Le chantier irakien associe, de façon complexe, des rivalités internes aux milieux dirigeants américains, des questions essentielles pour les relations des États-Unis avec l'Europe et des choix périlleux pour l'avenir du Proche-Orient.



Aux États-Unis, tout le monde n'est pas d'accord avec un boycott des produits français.

REUTERS

15h30 - 17h  
LUN A VEN

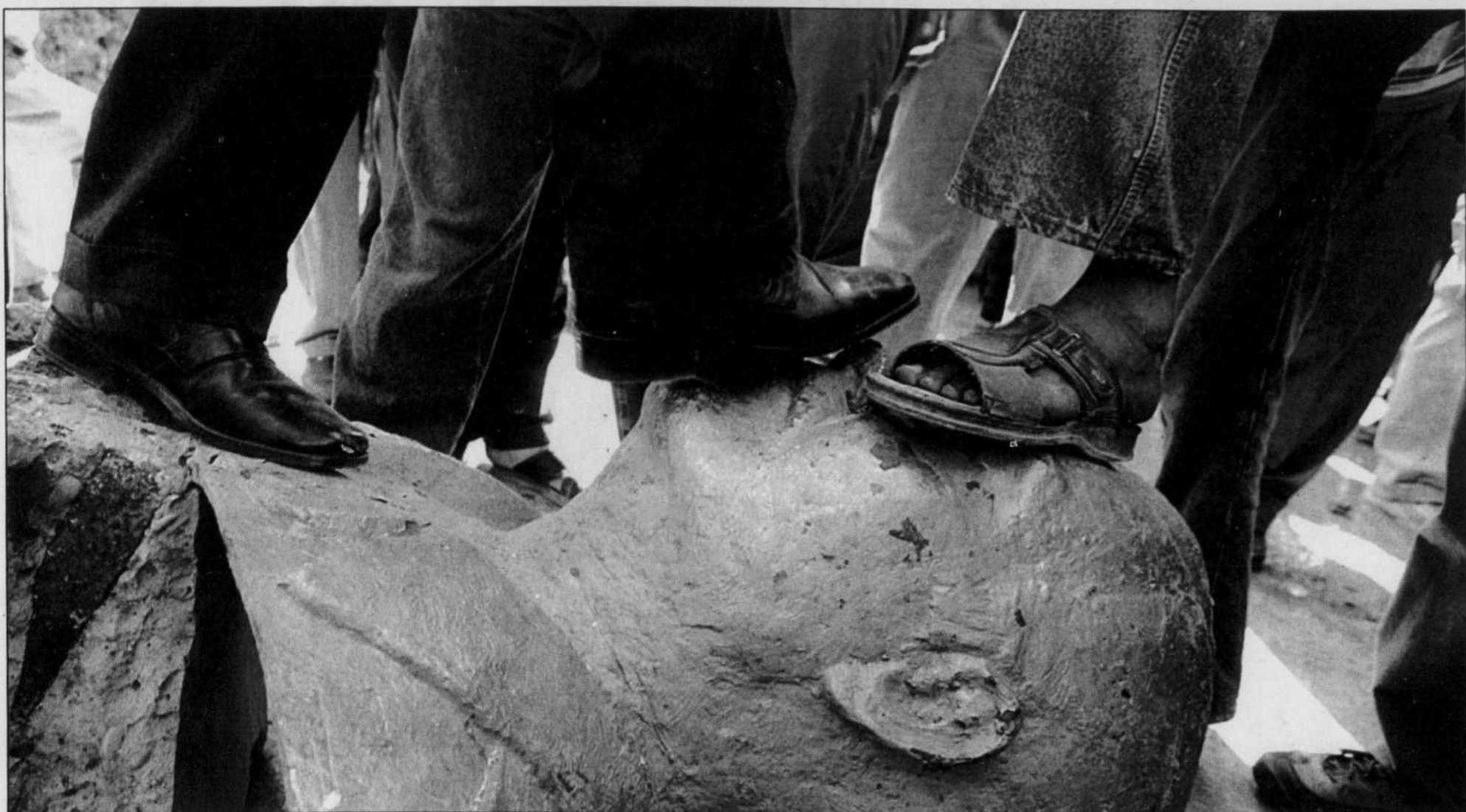
# RESTONS FORTS



Parti  
Québécois



HENRI VÉZINA  
Vêtements pour hommes



Une statue de Saddam Hussein piétinée par des Irakiens en colère.

REUTERS

I R A K

## De prison en prison, l'espoir fou des familles de disparus

PERRIN JEAN-PIERRE  
LIBÉRATION

Certains se sont armés de pelles, de barres à mine ou de bâtons. D'autres fouillent avec leurs mains. D'autres encore cherchent seulement avec leurs yeux. Ensemble, ils sont des centaines, peut-être même quelques milliers, à vouloir découvrir l'entrée d'un souterrain secret. Ils ont ouvert les grilles des égouts, exploré l'immense parc qui occupe tout le centre du périmètre, fouillé des dizaines de pièces, tapé sur des conduites dans l'espoir qu'on leur réponde. Certains désespèrent de trouver cette issue, d'autres, au contraire, y croient de tout leur cœur. Certains sont en quête depuis quatre jours, d'autres depuis quelques heures. Découvrir cette prison souterraine, pour peu qu'elle existe, leur permettrait de rompre une longue attente, de briser une terrible incertitude, de savoir enfin... Car tous ceux qui

fouillent le gigantesque complexe des Renseignements militaires - al-Estekhbarat al-Askari -, sur la rive droite du Tigre, à Bagdad, partagent la même douleur : celle d'avoir perdu un père, un fils, un frère ou un quelconque parent, brutalement arrêté, il y a quelques mois ou plus de vingt ans auparavant, et dont ils n'ont plus jamais entendu parler. Beaucoup veulent croire que ces parents disparus pourraient être encore vivants. Et se trouver enfermés dans l'invisible souterrain.

### Arrêté le matin

Ali Mohammed Taleb, un chiïte dont le visage marqué est adouci par une barbe bien taillée, cherche son frère Yacine, étudiant en sciences, arrêté à Bagdad en 1980 pour des raisons qu'il ignore, et dont il n'a jamais eu de nouvelles. Nadhi Haidar, un étudiant en allemand, chiïte aussi mais vêtu de jeans et d'une ample chemise, veut croire que son oncle, Saafa Mohi, disparu en 1990 à Na-

jaf, n'est pas mort : « Mais nous ne savons même pas s'il a été détenu ici. » Sadeq Jafar al-Hakim est venu pour retrouver le mari de sa soeur, arrêté à son domicile de Bagdad en 1980. Ibrahim al-Beid, 26 ans, recherche son père Abou Jacem, emprisonné en 1981, peut-être parce qu'il était « très croyant ». « Pour Saddam, prier équivalait à faire de la politique », ajoute-t-il. Ahmed Faleh ne comprend pas pourquoi son frère Dakham a été appréhendé un matin à la maison. Et Saad Abdel-Zahra ne sait pas davantage pourquoi Hassan, son jeune frère de 14 ans, a été arrêté dans la rue en 1992.

Arrivent dans le complexe un vieux général et son épouse. Ahmed Khalidoun al-Ajlil croit savoir pourquoi son fils Ouassama a disparu en 1991, à l'âge de 24 ans. « C'est parce qu'il avait une petite amie qui avait aussi des relations avec Oudai [le fils aîné de Saddam Hussein, dont on dit qu'il faisait tuer les maris des femmes qu'il convoitait, ndlr]. C'est le directeur

des Renseignements militaires, Saïd Takriti, qui me l'a dit », explique-t-il. Le vieil officier n'a rien oublié de son fils disparu. Il tient même à donner la marque de sa voiture, une Toyota SuperModel, et son numéro d'immatriculation que, douze ans plus tard, il connaît encore par cœur.

### Tunnel

Pour le moment, la foule, constituée majoritairement d'hommes, s'est rassemblée autour de grandes citernes d'eau en partie enterrées. La rumeur veut qu'en les vidant on pourra peut-être découvrir le tunnel aux prisonniers. La nervosité est à son comble. Les femmes crient. Un homme prétend qu'il a entendu des voix étouffées venues de l'introuvable souterrain. Arrive une ambulance du Croissant-Rouge. Il en descend un homme jeune, habillé en infirmier, mais qui n'est pas irakien. Fort de son ascendant sur la foule, il la rassemble, conduit une rapide prière, affirme que la prison souterraine existe, lui ordonne de ne pas se décourager et de fouiller partout. Puis s'éclipse. Les gens obéissent à l'énigmatique personnage, dont ils assurent qu'il est libanais, peut-être même du Hezbollah (mouvement islamiste pro-iranien).

L'origine de la rumeur devrait aussi beaucoup à la télévision iranienne en arabe. Un homme raconte ainsi qu'Al-Alamiyya aurait diffusé la voix d'un ancien responsable du régime, réfugié en Jordanie, qui, rongé par les remords, aurait avoué que des centaines de prisonniers se trouvaient encore en vie dans le sous-sol des Renseignements militaires. Cet homme, dont personne ne peut dire le nom, aurait aussi appelé depuis Amman plusieurs Bagdadis pour confirmer l'existence de cette prison.

### « Torturé à l'électricité »

Une partie du complexe a été durement bombardée par l'armée américaine et plusieurs bâtiments se sont effondrés. Mais la prison est intacte. À l'entrée, on a écrit avec du plasma sanguin : « Mort à Saddam. » Les cellules sont assez propres. Ibrahim Khalaf la fait visiter. Il y a été emprisonné deux fois deux ans, en 1985 et 1995. « La première fois, c'était pendant que j'étais soldat à Soulaymaniya, au Kurdistan. J'avais fait s'échapper 19 jeunes filles kurdes qui devaient être tuées [sans doute veut-il dire violées, mais la pudeur l'empêche d'utiliser ce mot, ndlr]. La seconde fois, c'était parce que la police avait découvert que j'avais des sympathies pour Al-Dawa [l'un des plus vieux partis islamistes, matrice du Hezbollah, ndlr] », affirme l'ancien militaire. Il montre ensuite son visage et ses doigts : « Mon nez, ils me l'ont cassé deux fois en me battant. Et mes mains, ils les ont torturées à l'électricité. »

### Désert

À une trentaine de kilomètres de là, s'étend la prison d'Abou Ghreib sur plusieurs kilomètres carrés. Ce fut le plus grand centre pénitentiaire d'Irak et l'un des plus modernes. On y enfermait des droits communs et des politiques. Aujourd'hui, il est désert et pillé. À l'en-

trée, les détenus étaient accueillis par un immense portrait de Saddam Hussein en costume cravate. Ensuite, des couloirs aux douches et jusque dans les petites cours de promenade, toute leur vie se déroulait sous le regard du dictateur, peint dans tous les déguisements qu'il affectionnait. Ici en Bédouin vaniteux, là en malfrat brandissant un fusil, là encore le regard caché derrière des lunettes noires hollywoodiennes, ou bien encore coiffé d'un feutre ridicule de chasseur de canards. Dans le réfectoire des prisonniers politiques, habillé en leader révolutionnaire, il les narguait en fumant, façon Fidel Castro, un gros cigare. Le seul endroit où il n'y a pas son portrait : la salle de la mort. Là, les deux cordes qui servaient à pendre les condamnés sont toujours en place. D'autres ont été jetées sur le sol. C'est bien les seules choses que les pillards n'ont pas osé prendre.

Dans le quartier des politiques, appelés « les condamnations spéciales », certaines cellules, sans fenêtre, sont si petites que les détenus ne pouvaient pas s'allonger. Certaines portes ont été ouvertes à l'explosif par l'armée américaine quand elle a pris la prison, dont les détenus s'étaient déjà échappés. Sur l'une d'elles sont encore fixés la charge explosive, le cordon et le détonateur.

### Sous-sols secrets

À l'entrée, toutes les fiches identifiant les prisonniers politiques ont été précipitées en vrac sur le sol. Il y en a des milliers. Leith Abeid Ali a trouvé celles de condamnés à mort. Il cherche son frère Farouk, disparu en 1981. « Il allait encore au collège. Il n'avait même pas de barbe. Oh ! Je sais bien que tous ceux que nous cherchons sont morts. Mais nous voulons croire qu'il y a encore un espoir », dit-il avec une grande douceur. « Je cherche aussi mon oncle Abbas. Il a été condamné en 1980 à la perpétuité parce qu'il faisait partie du Dawa », ajoute-t-il. Un homme plus jeune, Moustapha, l'accompagne. Il raconte que l'un de ses oncles, Mahdi Abdel Mahdi, s'est enfui en Iran au début des années 80 pour mener des activités politiques. « Alors, on est venu arrêter ses six frères, dont mon père, Mohammed. Je ne me souviens même pas de lui. J'avais 2 ans », indique-t-il. Tous deux font partie d'un groupe qui va de prison en prison à la recherche de parents disparus. Après, ils iront inspecter une caserne des Fedayin de Saddam, à l'entrée de Bagdad. Ils croient aussi que certains centres de sécurité ont des sous-sols secrets et disent avoir entendu parfois les voix des captifs. C'est aussi le cas à Bassora où les habitants ont convaincu l'armée britannique de chercher avec des pelleteuses des souterrains, prétendant là encore avoir entendu de mystérieux appels. En vain. En revanche, à quelques kilomètres de la prison, dans le vaste cimetière d'Abou Ghreib, on trouve un vaste enclos bien délimité. Le gardien est réticent à l'indiquer. À l'intérieur, des tombes anonymes. Chacune porte seulement une plaque jaune avec un numéro. Il y en a un bon millier.

## Saddamania aux enchères

Devises et objets à l'effigie du raïs en vente sur le Web

CHRISTOPHE ALIX  
LE MONDE

Le régime à peine disparu, le cours du dinar irakien, en chute sur le marché des changes, s'envole sur celui des collectionneurs. Sur les sites d'échange de devises et sur celui d'enchères eBay, les pièces et billets à l'effigie de Saddam Hussein s'arrachent. Et les anciens de la première guerre du Golfe, en 1991, en profitent pour fourguer les souvenirs qui dormaient depuis dans leurs placards. George Lindgren, un gros vendeur qui dit recevoir une moyenne de 1000 mails par jour, a même trouvé un nom au phénomène : « la bulle de Saddam ». Pour un billet de 100 dinars à l'effigie de Saddam Hussein, d'une valeur d'environ 0,70 dollar, Lindgren a, par exemple, reçu une offre de 71,48 dollars.

Le Trésor américain ne reconnaît pourtant aucune monnaie irakienne : une « valeur nulle » dans sa liste de devises. Plus les devises sont anciennes, les effigies de Saddam originales ou inattendues, et plus les billets acquièrent une cote élevée.

### Poupée au crochet

Le site eBay propose aussi plusieurs centaines d'autres articles : du très kitsch papier-toilette avec son imprimé Saddam datant de 1991, mais « légèrement abîmé d'un côté », à des tapis à l'effigie du raïs, en passant par certains objets dont les propriétaires assurent qu'ils viennent directement des palais pillés du président irakien ! « Un ami irakien m'a envoyé cinq verres du palais de Saddam. Je ne les ai pas encore reçus mais devrais les avoir d'ici à dix jours », précise une vendeuse du Tennessee, qui en demande 40 dollars, sur parole. Une fourchette supposée en argent issue d'un « palais » du régime, ayant « glissé » dans la poche de son nouveau propriétaire lors d'un récent voyage à Bagdad, est mise en vente au Luxembourg pour 99 dollars.

Pièce unique, une poupée de Saddam Hussein tricotée au crochet avec « ventre bedonnant et moustache broussailleuse », et dont la braguette « interactive » est équipée d'un missile Patriot. La créatrice de La Nouvelle-Orléans précise : « Si vous l'actionnez assez fort, cela joue God Bless America. » Dix personnes ont déjà fait des enchères, poussant son prix à 66 dollars.

### « Bonne affaire »

Parmi les articles les plus chers, une adresse Internet damnsaddam.com (« maudit soit Saddam ») est proposée, pour l'instant sans preneur, à 750 dollars. Mais certains personnages historiques irakiens réussissent encore à concurrencer Saddam. Un billet d'un dinar de 1931 à l'effigie du roi irakien Fayçal II enfant est ainsi proposé à 600 dollars. Une « vraie bonne affaire », d'après son propriétaire.



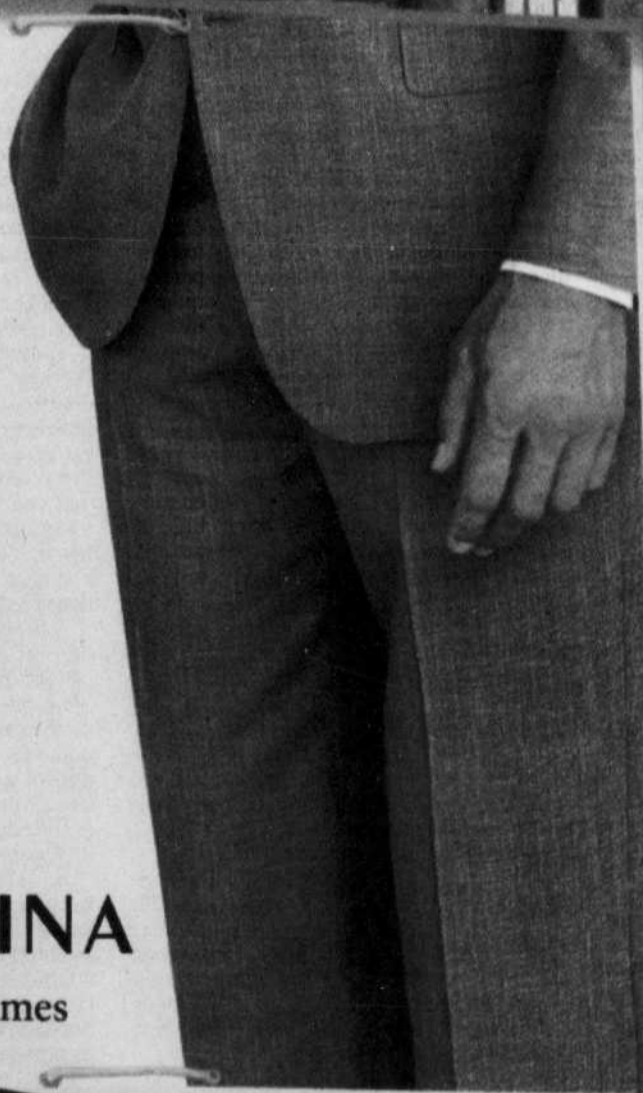
REUTERS

L'effigie de l'ex-homme fort d'Irak n'a plus la cote.



Parti  
Libéral  
du Québec

**Jean  
Charest**  
Nous sommes prêts



**HENRI VÉZINA**  
Vêtements pour hommes

## É D I T O R I A L

La revanche  
de Jean Charest

Douce victoire pour Jean Charest que ce résultat du scrutin d'hier qui lui donne une solide majorité à l'Assemblée nationale. Aussi douce qu'elle est amère pour le Parti québécois et l'Action démocratique, qui tous deux ont espéré un temps gagner la confiance des Québécois, laquelle leur échappe finalement.

Le Parti libéral attendait cette victoire que n'avait pu lui donner Jean Charest en 1998. Il faut saluer le parcours parfait que ce dernier a réussi en s'imposant comme l'homme du changement, thème central de cette élection. Le désir de changement s'était manifesté clairement lors des partielles de juin 2002. À ce moment, l'ADQ incarnait, mais cela n'aura duré qu'un temps. Rapidement on est revenu à un affrontement entre les deux grands partis. Après neuf ans de pouvoir péquiste, le pendule revient du côté libéral, alternance oblige.

Dans l'esprit d'une majorité d'électeurs, le changement souhaité avait d'abord trait à l'équipe. Même si Bernard Landry n'était premier ministre que depuis deux ans, son gouvernement portait le poids des ans. Si ce parti a connu des succès, notamment sur le plan économique, il a aussi connu des échecs que libéraux et adéquistes se sont chargés de lui reprocher. Pendant que l'ADQ disait: «On ne peut faire pire que les péquistes», le PLQ prétendait pouvoir faire mieux grâce à une équipe nouvelle à qui les Québécois ont choisi de faire confiance hier soir.

Ce nouveau gouvernement ne voudra toutefois pas seulement faire mieux. Il voudra aussi faire les choses autrement. Tous n'auront pas mesuré la nature et l'importance des changements à venir, soit qu'ils n'aient pas bien écouté le message libéral, soit qu'on leur ait vu certaines des intentions du futur gouvernement Charest. Les orientations qui inspirent le programme libéral sont différentes de celles qui animaient le gouvernement Landry. Jean Charest n'est pas un social-démocrate et son gouvernement pourrait être tenté d'incliner davantage vers la droite.

Les politiques fiscales mises en avant par le Parti libéral durant la campagne nous donnent une bonne indication des orientations que prendra son gouvernement. La promesse de réduire les impôts de un milliard par année, ajoutée à celle de maintenir le rythme des investissements en santé, entraînera des compressions budgétaires partout ailleurs. Il ne faut donc pas s'attendre à des réinvestissements dans des programmes sociaux. Comme annoncé, il y aura un vaste ménage dans les mesures fiscales de soutien aux entreprises. Il n'est pas dit, enfin, que le privé ne trouvera pas sa place dans l'administration du système de santé.

Le Parti libéral de Jean Charest est différent de celui de Robert Bourassa. Question d'époque et d'environnement, l'actuel chef libéral subit l'influence du courant conservateur qui se manifeste dans tout le Canada et qui nous vient des États-Unis. Le Québec qu'il veut réinventer sera inspiré davantage par le modèle américain qui valorise le libre-marché.

Là où le changement sera le plus évident, c'est sur la question de l'avenir politique du Québec. Consciencement ou non, les Québécois, en élisant le Parti libéral, ont mis entre parenthèses la démarche du Parti québécois vers la souveraineté. C'est ici que la défaite est la plus amère pour Bernard Landry, qui voit son rêve s'éloigner. La porte de l'indépendance du Québec n'est pas fermée à double tour, mais on donne l'occasion au Parti libéral de tenter, sous une autre forme, la réconciliation avortée du Québec avec le Canada lors de l'accord du lac Meech. Qui sait, le prochain référendum portera peut-être sur un nouvel accord de réforme constitutionnelle plutôt que sur la souveraineté.

Durant la campagne, Jean Charest avait pris comme slogan «La souveraineté ou la santé». Il évitait, en mettant l'accent sur la santé, de préciser ses projets en matière constitutionnelle. Nous avons donc fait le choix d'écarter la souveraineté, mais nous n'avons choisi à la place rien d'autre qu'un statu quo indéfini. Le chef libéral a habilement évité un débat qui risquait de lui nuire. Il devra cependant y venir un jour.

Avec ces élections, Jean Charest obtient sa revanche. Cette victoire est la sienne et l'appui qu'il a reçu lui donne l'autorité pour s'engager sur la voie des réformes. La santé sera son premier test. Le premier ministre rassembleur qu'il a dit vouloir être devra toutefois prendre soin de doser le changement puisque sa victoire est malgré tout modeste.

## Cachez ce français!

Craignant que les Américains du nord-est de États-Unis, habituellement nombreux à passer leurs vacances au Québec, ne boudent nos atouts cet été en raison de notre identité francophone, Tourisme Québec s'appête à retirer de ses brochures les références au fait français au Québec. Motif? Taire les liens entre la France et le Québec, en raison de la francophobie qui s'est développée aux États-Unis depuis que la France a pris la tête du camp des opposants à la guerre en Irak. À Tourisme Québec, on assure que les changements sont mineurs. Par exemple, au lieu de parler de «French joie de vivre», on parlera de «culture unique». Musées et gastronomie restent au programme, de manière inoffensive.

Curieux. Depuis de nombreuses années, Tourisme Québec insiste justement sur notre différence française, qui contribue à faire du Québec une destination attrayante pour les Américains. Alors quoi? Subitement, il faudrait cacher notre identité et nos racines? L'identité que nous portons fièrement deviendrait une maladie honteuse parce qu'il ne faut pas effaroucher les Américains? (Bon an mal an, 2,3 millions d'Américains déversent l'équivalent d'un milliard de dollars au Québec.)

Dans la même logique, devrait-on condamner Jean Chrétien pour s'être opposé à l'intervention américaine en Irak, parce que cette position risque d'avoir des répercussions de nature économique? Une minorité croit que oui et elle est en émoi parce que le président Bush a annulé la visite qu'il devait faire au pays le mois prochain. Mais une majorité de Canadiens ont compris qu'il fallait être prêt à composer avec les conséquences de ses convictions, tout en espérant que ces répercussions, quoique réelles, ne seront pas incontrôlées.

La décision de Tourisme Québec nous ramène à la dynamique des attitudes et des convictions identitaires. Par crainte de représailles, l'on s'appête à mettre son identité sous le boisseau. Même mineurs, les «changements» envisagés représentent une insulte pour les Québécois dont l'identité n'a pas de prix. Ils constituent également un soufflet pour les Américains censés être incapables de faire la distinction entre la France et le Québec. À moins que les Américains, qui formeraient par ailleurs un bloc unidimensionnel et uniforme, soient désormais incapables de tolérer la moindre allusion au fait français. Heureusement que le ridicule ne tue pas.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## L E T T R E S

La nécessaire neutralité  
confessionnelle

Depuis des années, je me tue à prôner, en tant que croyant, une nécessaire neutralité confessionnelle des institutions publiques par rapport à la religion. Je crois que la Charte des droits et libertés est claire à ce niveau. Ce qui serait attribuable à un groupe d'individus en tant que privilège doit aussi être attribué à tous les citoyens.

Or voilà qu'un groupe musulman demande un local de prière à la direction de l'École de technologie supérieure. Si les musulmans obtiennent gain de cause, il faudrait alors théoriquement étendre ce privilège, puisqu'il s'agit bien d'un privilège et non un droit, à tous les groupes confessionnels composant cette institution (catholiques, protestants, juifs, hindous, etc.).

Je crois que la société n'a aucunement à professer des privilèges, mais elle doit miser sur des processus inclusifs devant les différences. En ce sens, l'université est un lieu pour étudier et non pour prier. L'université ne doit pas devenir une tour de Babel favorisant les croyances de chacun. Les croyances sont du domaine privé et j'inviterais ce groupe musulman de l'ETS à se payer un local accessible tout près de l'ETS. Il assumerait ainsi les frais de leur exigences et ne déléguerait aucunement la facture de leurs croyances à l'État. Car il m'apparaît clair qu'en filigrane de tout ça, c'est du prosélytisme déguisé de l'imposer une croyance à une institution publique. L'État n'a que faire du prosélytisme religieux. Je le répète, l'État doit miser sur des processus inclusifs devant l'ensemble de la société. Les différences culturelles ou confessionnelles sont du domaine privé et concernent avant tout les individus sur la façon de confesser leur propre Dieu.

Les catholiques ont donné le mauvais exemple en imposant leurs croyances au domaine public. Encore aujourd'hui, ils ont forcé le gouvernement à recourir à la clause dérogatoire pour le maintien de leur privilège d'enseignement religieux dans les écoles publiques. Cela doit cesser. On ne doit pas faire des institutions publiques une tour de Babel.

En se payant son propre local, le groupe musulman règle ainsi son problème... Et tout irait bien ainsi.

Michel Gaudette

Historien

Trois-Rivières, le 11 avril 2003

Le jeu des alliances  
à ses limites

Dans sa lettre publiée dans le quotidien *Le Devoir* le 10 avril dernier, Stéphane Lacharité écrivait que le Bloc québécois «doit être en mesure de construire des alliances avec le NPD, l'Alliance canadienne ou même les libéraux, sans discrimination, quand cela peut faire avancer la cause de la souveraineté au Québec». On croirait rêver car de toute évidence le NPD, l'Alliance canadienne et le Parti libéral du Canada sont contre la souveraineté du Québec.

Toutefois, le Bloc québécois n'hésite pas à former des alliances ponctuelles avec d'autres partis politiques pour défendre les intérêts du Québec. Ainsi, le Bloc québécois est le seul parti qui a réussi l'exploit de forger des coalitions avec les autres partis d'opposition sur des questions comme la caisse autonome de l'assurance-emploi ou le déséquilibre fiscal. Le Bloc québécois entend d'ailleurs recidiver chaque fois que ce sera dans l'intérêt du Québec.

À titre d'exemple supplémentaire, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a annoncé lors du Congrès de la fin de semaine dernière que nous allons travailler à forger une coalition de tous les partis fédéraux — y compris les libéraux — pour faire adopter une loi anti-briseurs de grève par la Chambre des communes, une loi qui bénéficierait grandement aux travailleuses et travailleurs du Québec.

En terminant, je me permets toutefois de rappeler à M. Lacharité que le jeu des alliances à ses limites. Il ne doit pas oublier qu'à l'exception du Bloc québécois, tous les partis à Ottawa ont voté en faveur de la Loi sur la clarté de Stéphane Dion et contre le Québec. Sur la question de la souveraineté, l'Alliance canadienne et le NPD sont des alliés de Sté-

phane Dion, pas du Bloc québécois.  
Hélène Alarie  
Vice-présidente du Bloc québécois  
Le 10 avril 2003

## Du dessert, s'il vous plaît

Pour nous mettre en appétit, on est allé libérer l'Afghanistan.

En entrée, on nous a proposé l'anéantissement du terrorisme Irakien, la destruction des armes chimiques et des armes de destruction massive. Comme personne ne voulait passer à table, et que les preuves étaient en rupture de stock, on nous a proposé un autre menu.

L'Amérique protectrice et libératrice sauce 2003. Décidément, les bons menus ne font pas les bons mangeurs! À table tout le monde parlait, certains à haute voix, mais personne ne voulait goûter.

Malgré tout, deux des convives passeront à table et imposeront le plat de résistance.

Les bombes coulèrent à flots, les morts se comptèrent par centaines, et les âmes furent meurtries. Nous cherchâmes tant bien que mal des composantes de l'entrée durant le plat de résistance, mais la rupture de stock persistait. Finalement, sentant que l'heure du dessert approchait, à coup de téléphone et d'ambassadeurs interposés, nous décidâmes de reprendre notre conversation de l'entrée.

Rien à faire, l'un des deux convives ne veut pas que nous participions à l'élaboration du dessert, car il a prévu de le concocter tout seul. En outre, comme c'est le premier à être passé à table, il trouve normal d'être le dernier à la desservir.

Nous connaissions son appétit, personne ne se serait étonné de le voir manger à outrance, pourquoi refuser notre aide? Ironie du sort, il a tout de même accepté l'aide de quelques intervenants, organismes humanitaires, que nous finançons.

C'est bien beau tout ça mais qui va régler l'addition?

Un peu, beaucoup, à la folie... Pétrole, accords avec les nouveaux propriétaires, reconstruction. Le beurre et l'argent du beurre.

Comment font-ils? Moi, les gros repas me font vomir...

Alain Stritt  
Montréal, le 7 avril 2003

## LIBRE OPINION

La laïcité pour nous protéger  
du triomphalisme de l'intégrisme international

DANIEL BARIL  
Vice-président du Mouvement  
laïque québécois

Depuis qu'il est élu, le président américain George W. Bush a toujours terminé ses discours en invoquant l'aide de Dieu. Dans le conflit avec l'Irak, il a non seulement affirmé que Dieu était de son côté, mais les fondamentalistes qui l'entourent ont même réussi à faire adopter des résolutions par le congrès et le sénat invitant le peuple américain à prier et à jeûner afin d'assurer la protection divine aux troupes américaines.

De leur côté, les intégristes musulmans, qui prient le même dieu que les chrétiens, ont toujours clamé que Dieu allait sévèrement châtier les infidèles qui ont déclaré cette guerre, et ont eux-mêmes fait appel au déclenchement de la guerre sainte contre l'envahisseur.

Et voilà que la victoire est dans la poche des Américains. Si les exhortations divines, soutenues sans rire par les belligérants et relayées avec le même sérieux par les médias, avaient du sens avant et pendant la guerre, cette façon de voir les choses doit encore avoir du sens aujourd'hui. Ce qui veut donc dire que Dieu préfère les chrétiens, voire les Américains.

Ou encore que la façon de prier des chré-

tiens américains est plus efficace, ou plaît davantage aux oreilles de Dieu. Mais dans ce cas, pourquoi Dieu n'a-t-il pas protégé tous les soldats américains? Sans doute parce qu'il y avait des impies parmi eux.

Le ridicule ne tue pas, mais il intoxique. Les humanistes et les libres penseurs étaient morts de rire devant cette surenchère de bondieuseries de part et d'autre. Mais maintenant que nous savons que *God is an American*, nous sommes morts de frayeur. Si Dieu a permis cette victoire, comment réagira-t-il à l'égard des pays comme le Canada qui ont refusé de s'engager dans la croisade contre «l'axe du mal»? Et le Canada n'est-il pas un pays trop laïque aux yeux de l'administration Bush?

Contrairement à la tradition américaine, nous ne voyons jamais le premier ministre canadien sur les perrons d'église le dimanche matin. Le premier ministre ne préside pas de séances de prière au sénat comme cela se fait aux États-Unis. La devise canadienne est territoriale alors que celle des États-Unis est déiste. Jean Chrétien n'a jamais invoqué Dieu en appui à ses politiques. Fire, au lendemain de l'attaque du 11 septembre 2001, le gouvernement canadien a organisé une cérémonie totalement laïque en hommage aux victimes.

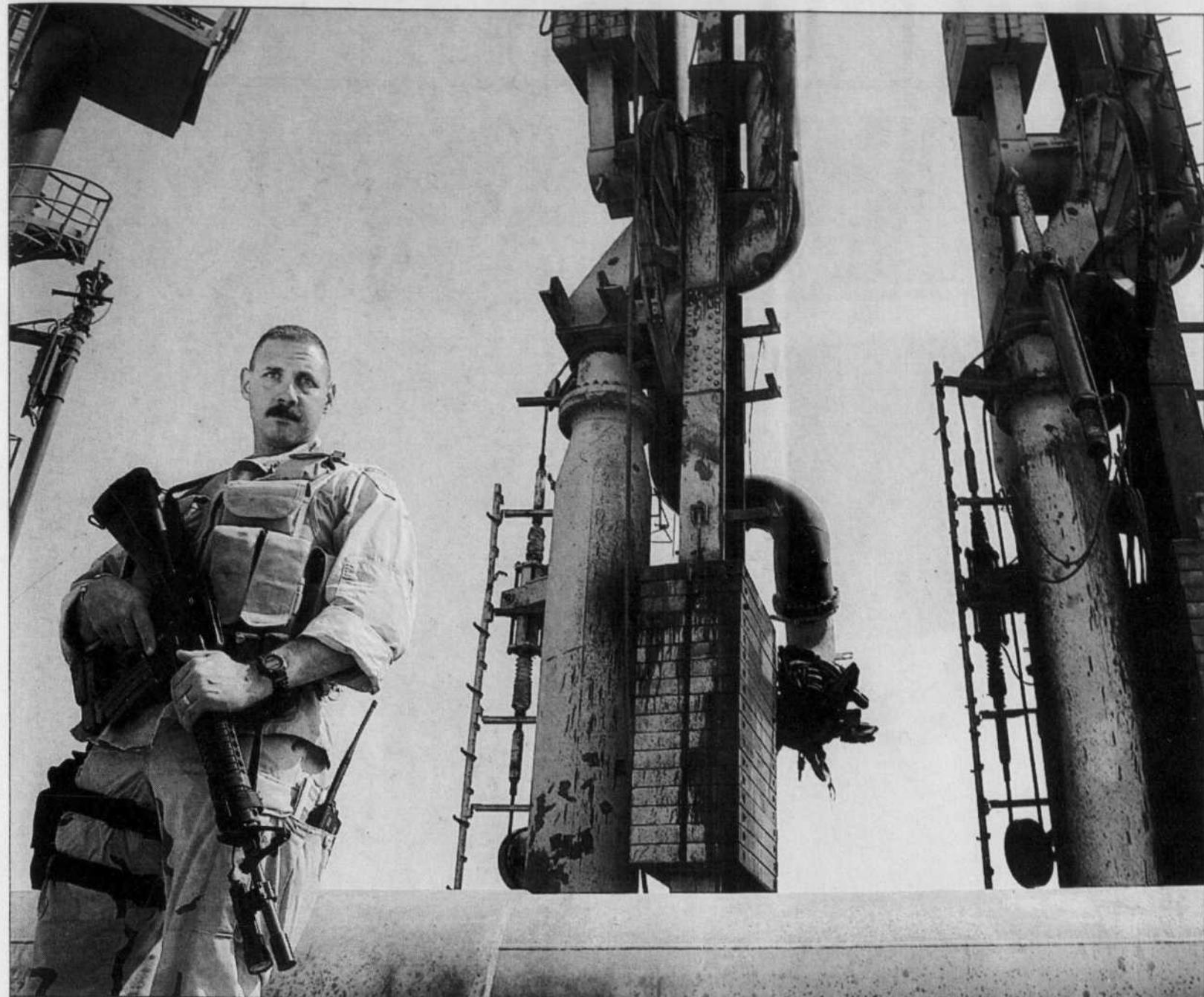
Les États-Unis ont par ailleurs déjà accusé la France de brimer la liberté de religion parce qu'elle recourt à la laïcité de l'État pour bloquer la montée de l'intégrisme religieux et pour contrer les méthodes racoleuses de recrutement des sectes. Au nom du fondamentalisme religieux qui leur sert de phare, accuseront-ils un jour la culture publique laïcissante du Canada d'être un terreau pour les ennemis de Dieu?

La chose est loin d'être farfelue lorsqu'on considère les précédents de la politique américaine et lorsqu'on connaît le fondamentalisme religieux auquel s'identifie et s'abreuve George Bush conseillé et entouré de créationnistes.

Et que resterait-il de la laïcité tacite du Canada — laïcité qui n'a aucune base juridique ferme — si les fondamentalistes de l'Alliance canadienne en venaient à prendre le pouvoir à Ottawa? Si ce virage a pu être pris dans une république comme celle des États-Unis malgré l'existence dans leur constitution du principe de la séparation des Églises et de l'État, on n'ose imaginer ce que pourrait devenir la monarchie canadienne à l'heure du triomphalisme de l'intégrisme international.

Voilà qui met en perspective l'urgence nécessaire de doter le Canada et le Québec d'une déclaration de laïcité afin de nous préserver du pire.

## IDÉES



Un soldat américain monte la garde devant des installations pétrolières irakiennes. La reconquête implique la mainmise américaine sur les ressources, notamment le pétrole: la Heritage Foundation, un *think tank* de droite étroitement lié à l'administration, propose de «privatiser» le pétrole irakien, pour détruire une fois pour toutes la possibilité pour l'État irakien de maîtriser son destin.



Serge Bouchard

## God

Je suis un faucon, tu es un lion, nous sommes des ours, des coqs, des arbres et des dieux. La croyance rejoint la rumeur qui s'accorde à la croyance qui renforce la rumeur. L'univers de nos mythes se cache derrière l'apparence de nos choses. Les portraits, les images, les analyses, les opinions et les échanges se multiplient à la surface des instants tragiques. Qui sommes-nous est une grande question. À quoi jouons-nous en est une autre. L'humain ne comprend pas les règles de son propre jeu. Comment pourrait-il en changer? Et si tu es un aigle, pourquoi serais-je ton cancrelat?

La place des symboles dans les événements que nous voyons d'abord comme des séquences profanes est à la fin considérable. Vous êtes de quelle maison? La Blanche ou la Noire? Je suis Nous, vous êtes Eux, nous nous entre-tuerons à qui mieux mieux sous les ordres de nos dieux. La binarité du Bien et du Mal se recompose à l'infini entre le Noir et le Blanc, la Lumière et l'Obscurité, entre l'immaculée démocratie et l'immonde dictature. Qui a le droit de manger qui? Au nom de quoi? Qui s'est emparé de la Lumière, du Feu et de la pierre philosophale?

Lorsque la Maison-Blanche invoque la liberté, elle prononce le mot Dieu. Ce fait est révélateur en ce qu'il montre bien dans quelles chaînes nous dansons. Il est un Dieu, il est américain, un déité suprême qui commande au commandant suprême, une référence ressuscitée des cendres de sa propre mort, un Dieu suffisamment vivant pour se poser en pierre angulaire de la politique des États-Unis, pour se poser en justification logiquement suprême de la puissance, de la force et du pouvoir des Justes.

Dieu n'est pas mort, contrairement à l'avis prononcé à ce sujet. Elvis vit à Rivière-des-Prairies. Ben Laden et Saddam ne sont pas plus tuables que le King, dont les sosies prolifèrent encore et pour toujours, et je ne dis rien du Mollah Omar et d'Ali le Chimique, ces personnages de soutien qui n'en sont pas moins mystérieux et surhumains. Sur la scène de nos modernes tragédies, les personnages symboliques portent des masques très anciens.

Tout se passe comme si le mort et le vivant se confondaient dans le jeu d'un mythe qui nous fascine à chaque instant. Nous jouons sur ce qui nous désunit. Qui est ce Dieu, qui est cet Elvis des Elvis, et qui sont les démons noirs qui dansent impunément dans le miroir de la Justice, de la Vérité et du Bonheur de la Personne? Le symbole carbure au rouge. C'est au nom des symboles que nous traversons les lignes de l'enfer, que nous crachons le feu et que nous créons le scandale.

Dans notre monde, un mot vaut un million d'images, quand il est bien placé, quand il veut dire de fines énormités. Prenez le mot God. Il n'y a là que trois lettres et un son. Mais songez au signifié. Lourd de sens veut dire chargé d'images. La langue n'est pas neutre, elle n'est surtout pas claire. *Who and what are we talking about?*

Le discours ne s'analyse pas à fleur de peau, nous rappelle Claude Lévi-Strauss. Derrière l'apparent se cache la profondeur, c'est-à-dire le sens. Sous la surface de l'événement se dresse le paradigme de la pensée, là où se forment les images. Ce que je dis est une chose et ce que je veux dire en est une autre. Il en résulte ceci: nous ne sommes pas conscients de nos visions du monde, visions dans lesquelles s'inscrivent nos discours. Nous ne sommes toujours pas conscients, devrais-je dire, de la charge culturelle et de la grammairie de nos mythes.

Le Mal et les méchancetés du monde ne sont pas bien définis, même s'ils sont évidents. Le Bien et l'équité ne sont pas définis non plus, même s'ils sont évidents. C'est au plus fort la poche de s'emparer du flambeau de la liberté. Aux dernières nouvelles, elle se trouve à New York, la statue de la Vérité. Et entre-temps, le Mal se répand et les urgences traînent. Le Mal est ailleurs, il n'est jamais là où ça fait mal, quelque part dans l'échine de nos fors intérieurs.

Ce qui est mal rejoint ce qui est bête sur le terrain miné de la répétition de nos violences. Elle est plus forte que nous, la carte archaïque de nos radotages symboliques.

Nos démons s'empoignent sur les champs de bataille et quand les batailles sont finies, ce sont encore nos démons qui célèbrent la victoire, qui dansent dans les rues, qui entrent dans des crises symboliques de pillage et de destruction. La chute d'une statue annonce l'érection d'une autre.

God ne fait pas l'unanimité. Ni les autres d'ailleurs. Il faudrait donc changer nos mots usés, nos symboles vieillissants, nos discours caducs. Il nous faudrait un Dieu de la paix, une Déesse de la beauté, des petites divinités intéressantes, un mensonge bienveillant, une morale fabuleuse qui tiendrait la vie pour sacrée, la beauté pour précieuse et la justice pour importante. Ce pourrait être une Dame, un Barbu, un Gros, un Corbeau, une Mouche ou un Prince. Changeons la garde de nos idoles, essayons la bonté, juste pour voir.

Car quand les hommes vivront d'amour, il deviendra gênant de prétendre que *God is an american* ou qu'Allah est le seul dieu, etc. Cela tombe sous le sens. Mais cela tombe surtout à plat. Car nous sommes encore loin de cette fable merveilleuse qui imposerait universellement le respect humain. Pascal disait que la vérité est souvent un mensonge sur lequel nous nous accordons. Il ne pouvait dire plus vrai.

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## Les vrais gagnants de la guerre

La reconquête de l'Irak est une étape dans une opération de plus grande envergure pour consolider la suprématie totale des États-Unis dans la région

PIERRE BEAUDET  
Directeur d'Alternatives

Malgré les déclarations du président Bush, il est peu probable que l'Irak conquise par l'armée américaine entre rapidement dans une ère de paix et de prospérité. Le régime de Saddam Hussein, qui est tombé comme un château de cartes, était certes arrivé au bout de son souffle et, comme prévu, l'armée américaine n'a eu aucune peine à le renverser. Mais au fur et à mesure que les débats au sein de l'administration Bush sortent au grand jour, on se rend compte que le «plan de match» pour l'Irak n'inclut pas vraiment une perspective claire pour démocratiser ce pays. La reconquête de l'Irak est alors vue comme une étape dans une opération de plus grande envergure pour consolider la suprématie totale des États-Unis dans la région.

Dans les journaux «sérieux» des États-Unis comme le *New York Times* ou le *Washington Post*, on parle de plus en plus du conflit qui s'envenime entre le département d'État et le Pentagone au sujet de l'avenir de l'Irak. Pour le Pentagone, les ambitions sont plus claires et plus simples. Il s'agit de mettre en place une administration américaine pour et par des Américains.

La «ré-ingénierie» du Moyen-Orient se fera dans la destruction des États et des sociétés en place, et ce sera une œuvre de longue haleine que les États-Unis devront mener d'un bout à l'autre, quitte à trouver quelques Irakiens «de service» pour constituer une façade plus acceptable. Le candidat numéro un pour ce rôle est Ahmed Chalabi, «président» (non élu) du «Conseil national irakien», un regroupement de personnalités et de partis politiques irakiens (même Chalabi, aussi larbin qu'il peut être, trouve que Donald Rumsfeld va un peu trop loin dans son projet de colonisation et il voudrait avoir un peu plus d'autonomie).

À part la vision globalisante de ce projet, il faut aussi noter ses aspects économiques. La reconquête implique la mainmise américaine sur les ressources, notamment le pétrole: la Heritage Foundation, un *think tank* de droite étroitement lié à l'administration, propose de «privatiser» le pétrole irakien, pour détruire une fois pour toutes la possibilité pour l'État irakien de maîtriser son destin.

Des multinationales américaines sont en ligne pour prendre le contrôle dans tous les secteurs, (éducation, santé, énergie, etc.). L'Irak deviendrait le «modèle» de l'État rêvé par les tenants de l'ultra-libérale aux États-Unis et dans le monde. Pour marquer le point en Irak, le projet implique enfin une offensive sans limite et de longue durée contre plusieurs autres pays et sociétés de la région, à commencer

par la Syrie et l'Iran, mais même contre des alliés traditionnels des États-Unis comme l'Arabie Saoudite et la Jordanie.

Le département d'État pour sa part estime que le projet des super faucons pourrait être néfaste à long terme pour les États-Unis. Selon Colin Powell, ce n'est pas réaliste de prétendre ainsi «réinventer» une société et un pays et inévitablement à plus long terme, il y aura une révolte.

Ce point de vue est d'ailleurs appuyé par deux joueurs inhabituels, l'armée et la CIA, qui connaissent mieux le terrain que les «idéologues» autour de Donald Rumsfeld. Ils savent notamment que l'opposition irakienne, notamment les partis implantés dans la communauté chiite et parmi les Kurdes, ne voudra pas facilement jouer le rôle de suppléants de l'armée américaine. Ils connaissent l'histoire de l'Irak qui est faite de grandes révoltes contre la domination coloniale. Ils ont peur enfin de devoir se confronter *ad vitam aeternam* à l'Union européenne, la Russie, la Chine et à d'autres puissances.

Dans ce contexte, le secrétaire d'État Powell préfère un mandat sur l'Irak plus limité, de courte durée, approuvé par l'ONU, concerté avec l'Union européenne, et menant à terme à la mise en place d'une administration irakienne autonome, qui devrait accepter de fonctionner dans les grandes lignes de la stratégie américaine dans la région.

Car l'option «modérée» de Powell est quand même bien inscrite dans une stratégie impériale américaine. Ce sont les modalités de cette stratégie plutôt que ses principes qui sont l'objet du débat.

## La question palestinienne

Depuis le début de la guerre contre l'Irak, le président Bush a annoncé qu'il entendait «régler» le conflit israélo-palestinien. On l'a même entendu se prononcer en faveur de la création d'un État palestinien. Il est donc prévisible que le plan élaboré à l'été dernier par les États-Unis conjointement avec l'Union européenne, l'ONU et la Russie (le quartet) revienne sur la table, bien qu'il soit également probable que ce plan soit édulcoré davantage.

En gros, le projet consiste à imposer des «réformes» à l'Autorité nationale palestinienne (marginalisation de Yasser Arafat, répression des mouvements palestiniens radicaux, mise en place d'une administration plus transparente), en échange de la création d'un État indépendant sur une partie des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

De plusieurs manières, les États-Unis espèrent imposer aux Palestiniens ce qu'ils avaient refusé en 2001 (lors des négociations entreprises par l'ex-président Bill Clinton), ce qui concrètement veut dire l'abandon des revendications palestiniennes sur une partie importante des territoires occupés (dont Jérusalem-Est), ainsi que l'élimination de tout espoir quant au droit de retour des populations palestiniennes réfugiées en dehors de la Palestine depuis 1948 et 1967.

Washington voudrait donc procéder à cette «ré-in-

génierie» de la Palestine en forçant le leadership palestinien à exclure une grande partie de sa propre population et à accepter un État segmenté en territoires discontinus, en bref, un bantoustan palestinien.

Fait à noter et dans le sillon de la militarisation de la région, Ariel Sharon et l'establishment politique israélien voudraient aller encore plus loin que cette bantoustanisation. Ils espèrent forcer, par les mesures extrêmement répressives et l'étranglement économique de la Palestine, un véritable exode de la population palestinienne, une «purification ethnique» par étapes.

D'après des compilations non officielles, on estime d'ailleurs que plus de 100 000 Palestiniens ont quitté les territoires depuis deux ans, tant la vie est insupportable sous les coups de botteur de l'armée israélienne et des colons et qui se sont multipliés depuis le début de l'aventure américaine contre l'Irak.

Le leadership israélien espère profiter de la guerre actuelle de plusieurs autres façons. Certes, un grand coup est porté contre le monde arabe dans son ensemble, déjà très affaibli et divisé, mais maintenant pratiquement anéanti dans le sillon de la conquête de l'Irak. Ariel Sharon rêve du moment où la «phase deux» sera amorcée contre la Syrie et l'Iran, ce qui lui permettrait probablement d'affirmer sa domination sur le Liban et la Jordanie.

Parallèlement, Sharon et les ultra-faucons du département d'État américain voudraient voir l'Irak post-Saddam devenir l'allié stratégique d'Israël dans la région. Ils espèrent par exemple réhabiliter un vieux pipeline qui avait été construit en 1948 entre la ville irakienne de Mossoul et le grand port israélien d'Haïfa, ce qui permettrait donc à Israël de capter une partie du pétrole irakien.

## Les tempêtes sont à venir

La conquête de l'Irak n'aura probablement été qu'une étape, certes importante, dans une stratégie beaucoup plus globale, qu'avaient d'ailleurs esquissée Paul Wolfowitz et Richard Perle, deux des principaux conseillers du président Bush, à l'époque où ils avaient le projet pour un «nouveau siècle américain» («The New American Century»). La pierre angulaire de cette proposition est d'assurer la domination américaine sur le monde par une stratégie essentiellement militaire, parce que les États-Unis dominent totalement ce terrain actuellement (l'Union soviétique n'est plus, l'Union européenne continue de balbutier, la Chine est loin derrière).

Il s'agit donc de «verrouiller» le monde et en particulier les régions stratégiques comme le Moyen-Orient de façon à empêcher tout compétiteur éventuel de se renforcer. Des guerres «préventives» sont alors envisagées contre quiconque représenterait une menace éventuelle.

En plus du Moyen-Orient, il faut assurer la même domination américaine sur l'Asie centrale (riche de pétrole et aux conflits de l'Eurasie), les Balkans (flanc sud de l'Europe) et l'Asie de l'Est, notamment pour empêcher la Chine de devenir une superpuissance. Une fois le Moyen-Orient «stabilisé», le conflit pourrait se déplacer vers la Corée du Nord, dominée par une déclinante dictature, un autre «ennemi facile» pour Washington et qui permettrait aux États-Unis de se redéployer dans cette région.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (vigile), Marie-Andrée Chouinard (éducation); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement); Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Roux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commiss). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avri, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marilène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATION, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Monique Thériault, Monique Thériault, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## LIBÉRAUX

SUIVE DE LA PAGE 1

Le PLQ y a présenté le Dr Philippe Couillard, dans Mont-Royal, qui pourrait devenir le prochain ministre de la santé et des services sociaux dans un futur gouvernement Charest. Autre vedette libérale, Yves Séguin n'a eu aucune difficulté à rassembler Outremont.

Dans Mercier, la libérale Nathalie Rochefort a tenté de sauver sa peau. Dans Lafontaine, le départ avec fracas du député libéral Jean-Claude Gobe n'a pas empêché Tony Tomassi de devancer l'adéquiste.

Sur la rive-sud où la question des défusions a été un enjeu, les libéraux talonnaient la ténor péquiste, Louise Beaudoin, dans Chambly, et le péquiste François Beaulne était en difficulté. Dans Laporte, l'ancien président de la Chambre de Commerce du Québec, Michel Audet, n'avait aucune difficulté.

Les libéraux misaient sur la région de Laval où en 1998 ils ne comptaient qu'un seul député, Thomas Mulcair, dans Chomedey. Le PLQ y a présenté des candidats de qualité comme Michelle Courchesne, dans Fabre, un comté qui était occupé par le péquiste Joseph Facal qui a abandonné la politique, ainsi que l'économiste Alain Paquet, dans Laval-des-Rapides, qui fait la lutte au ministre Serge Ménard. Les libéraux étaient en avance partout.

La région de Québec était cruciale pour les libéraux où la sympathie pour l'ADQ était plus forte qu'ailleurs, ce qui pouvait donner lieu des luttes à trois. Or, c'est une vague libérale qui s'est produite. Les libéraux étaient en voie de remporter Louis-Hébert où l'ancien président de la Chambre de Commerce de Québec, Sam Hammad, faisait la lutte au président de l'ADQ, Guy Laforest, et à l'ancienne attachée de presse de René Lévesque, Line-Sylvie Perron, pour le PQ. Dans Vanier, un candidat vedette, l'avocat de Marc Bellemare, qui prône l'abolition du *no-fault* pour les conducteurs en état d'ébriété qui ont fait des victimes, devrait l'emporter. Charlebourg, Taschereau, La Peltrie viraient rouge tandis que dans Jean-Talon, la députée Margaret Delisle, espérait augmenter sa mince majorité de 156 voix obtenue en 1998.

Dans Chaudières-Appalaches, les libéraux ont dû affronter, dans Beauce-Sud et Beauce-Nord, l'opposition de l'ADQ, qui bénéficiait de l'appui de l'homme d'affaires Marcel Dutil.

Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, le candidat libéral Karl Blackburn a créé une surprise dans Roberval. Sur la Côte-Nord, en début de soirée, le libéral Marc Proulx était en avance dans Duplessis, un comté péquiste depuis 1976. Dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, on surveillait la lutte dans Kamouraska-Témiscouata et Bonaventure où les deux députés libéraux, Claude Béchard et Nathalie Normandeau, avaient obtenu de faibles majorités en 1998. Dans Matane, en début de soirée, la libérale Nancy Charest remportait la victoire contre l'ancien président du Comité national des jeunes du PQ, Pascal Bérubé, qui souhaite remplacer Matthias Rioux.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.



Le chef libéral Jean Charest est arrivé au bureau de vote dans une limousine blanche, hier, à Sherbrooke.

JIM YOUNG REUTERS

## VENT

SUIVE DE LA PAGE 1

De même, l'ex-maire Pierre Bourque, dans Bourget, a été battu par l'ex-ministre péquiste Diane Lemieux.

De plus, l'ex-maire Hubert Meilleur, dans le comté de Mirabel, et surtout Marie Grégoire, fondatrice de l'ADQ et pilier du parti élue aux partielles de l'an dernier dans Berthier, tiraient de l'arrière. De même, Sylvie Lespérance, elle aussi élue lors des partielles de l'an dernier pour l'ADQ dans Joliette, se retrouvait hier soir au troisième rang. Il faut dire que l'ancien député péquiste du comté, Guy Chevette, avait mis tout son poids dans la bataille pour que le candidat du PQ, Jonathan Valois, l'emporte.

Des forteresses libérales comme Jacques-Cartier et Nelligan, sur l'île de Montréal, ou Gatineau et Pontiac, près de la frontière ontarienne, ont rapidement été données gagnantes pour le PLQ. Mais on a aussi vu la réélection rapide de la libérale Marie Normandeau qui ne l'avait emporté que par 160 voix en 1998 dans le comté de Bonaventure.

Des vedettes du PLQ comme Pierre Paradis et Monique Jérôme-Forget ont aussi été élus sans problèmes. À l'inverse, des ex-ministres péquistes, comme Sylvain Simard et Louise Beaudoin, semblaient en difficulté. Par contre, les Rosaire Bertrand, André Boulerice et François Legault, ex-ministre de la Santé, ont été réélus.

La course a été moins exaltante que prévu dans des comtés pourtant désignés comme chauds, comme le comté montréalais de Mercier, qui couvre le Plateau Mont-Royal et où certains s'étaient presque mis à croire à une victoire possible d'Amir Khadir, le très médiatique candidat de l'Union des forces progressistes. Et un comté comme Louis-Hébert, qui avait autrefois élu le péquiste Paul Bégin, est passé aux mains du PLQ. Le PQ et l'ADQ y avaient pourtant envoyé des vedettes.

La nouvelle carte électorale a modifié les limites de 86 circonscriptions, ce qui



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Des électrices exerçant leur droit de vote dans Mercier. Les Québécois ont choisi hier soir un gouvernement libéral.

aurait changé les résultats électoraux dans quelques-unes d'entre elles si cette carte avait été en application lors des élections de 1998.

À la dissolution de l'Assemblée nationale, le 12 mars dernier, le gouvernement péquiste comptait 67 sièges, le PLQ 50, l'ADQ 5 et on trouvait un siège vacant et deux députés indépendants. En 1998, le PQ avait fait élire 76 députés, les libéraux 48 et Mario Dumont avait remporté l'unique siège de l'ADQ. Ce sont les élections partielles

de l'an dernier qui avaient donné au chef adéquiste quatre nouveaux compagnons.

Le taux de participation avait été de 78,3 % en 1998. On s'attendait à ce qu'il soit du même niveau cette année mais selon les premières données, il semblerait qu'il ait été moins élevé que prévu. Au total, quelque 5,5 millions de Québécois pouvaient voter. Plus de 304 400 électeurs se sont prévalus de leur droit lors du vote par anticipation des 6 et 7 avril.

## DUMONT

SUIVE DE LA PAGE 1

l'occasion pour cimenter un parti. La population aura vu que nous étions un mouvement de gens de bonne foi qui se sont regroupés pour faire valoir des idées mais que la pouéding au pain n'avait pas encore pris avec tous ses ingrédients. Il est tout-à-fait clair que nous avons un parti qui va être solide dans toutes les régions du Québec. Ce n'était pas le cas en 1998», a commenté M. Gauthier.

L'Action démocratique du Québec espérait faire meilleure figure que ce que prédisaient les très nombreux sondages d'opinion. Après avoir connu un sommet dans les intentions de vote l'été dernier avec plus de 40 % de la faveur populaire, les sondages sont progressivement devenus défavorables. Avec le déclenchement des élections, les sondages tendaient à démontrer une dégringolade adéquiste. Les organisateurs s'en défendaient, constatant un bel enthousiasme sur le terrain.

Chose certaine, le vent semblait avoir tourné alors que l'ADQ avait marqué des points majeurs lors des élections partielles en avril puis en juin derniers. Quatre nouveaux députés adéquistes avaient alors fait leur entrée à l'Assem-

blée nationale: François Corriveau dans Saguenay (circonscription appelée maintenant René-Lévesque), Marie Grégoire dans Berthier, Sylvie Lespérance dans Joliette et François Gaudreau dans Vimont. Ces victoires avaient littéralement propulsé en avant l'Action démocratique. Hier soir, seule Marie Grégoire pouvait se vanter d'une nouvelle fois.

Mario Dumont a terminé la campagne électorale là où il l'avait commencée, à l'école Vents et marées de Cacouana. Le matin du 13 mars dernier, il y reconduisait sa fille Angela alors qu'hier, il s'y est rendu pour voter. «C'est une très belle journée. Les gens vont être soucieux d'aller voter et soucieux de faire du neuf. Ça sent ça, ça sent le printemps», a-t-il affirmé à sa sortie du bureau de vote.

Comme pour le faire mentir, en après-midi, la neige, la grêle puis la pluie ont tour à tour envahi le ciel de Rivière-du-Loup. Malgré tout, M. Dumont espérait bien que les citoyens prendraient le temps d'exercer leur droit de vote. Après trente-trois jours d'une campagne souvent difficile, M. Dumont affichait une mine plus détendue, conscient que le contrôle était maintenant entre les mains des électeurs. «C'est vraiment la journée pour

redire aux gens l'importance de prendre quelques minutes pour aller voter. On dit de la politique que si on ne s'en occupe pas, c'est elle qui s'occupe de nous. Alors vaut mieux que tout le monde soit au rendez-vous pour exprimer son opinion», a-t-il dit avant d'ajouter, avec une certaine candeur qu'il trouvait toujours spécial de voir son nom sur un bulletin de vote. «C'est quelque chose de particulier de voir son propre nom sur un bulletin de vote. C'est la troisième fois, mais c'est toujours spécial. Pour le reste, on a beaucoup de fierté pour ce qu'on a accompli dans les dernières années. On se présente aujourd'hui devant la population avec le sentiment du devoir accompli et le reste, c'est les gens qui vont décider de notre sort», a déclaré M. Dumont avant de faire le tour des 25 bureaux de vote de sa circonscription, question de saluer les travailleurs d'élections et de patienter.

M. Dumont a suivi les résultats électoraux avec son entourage dans un hôtel de Rivière-du-Loup. Sa réélection a été accueillie avec enthousiasme par la cinquantaine de militants présents pour la soirée électorale. Mario Dumont avait prévu s'adresser à ses troupes en fin de soirée.

## PQ

SUIVE DE LA PAGE 1

Le premier ministre Bernard Landry est arrivé au Capite de Québec vers 18h30, en compagnie de sa conjointe Chantal Renaud. Des candidats du PQ, surtout de la région de Québec, sont arrivés au fil de la soirée pour motiver les militants présents.

En matinée, le premier ministre Bernard Landry s'est rendu dans sa circonscription, au Centre communautaire de Verchères, afin d'exercer son droit de vote. Le chef péquiste en a profité pour inviter les électeurs à faire de même.

«Ce que je souhaite, c'est que la démocratie triomphe, donc qu'il y ait beaucoup de gens qui aillent voter. Ce droit de vote a été obtenu chèrement à travers l'histoire et ce ne serait pas bien de ne pas s'en prévaloir quand tant d'hommes et de femmes se sont battus pour qu'on l'ait», a-t-il affirmé aux médias après avoir déposé son bulletin de vote dans l'urne. «Quel que soit le résultat en terme partisan, si le taux de participation est élevé, la démocratie aura remporté une victoire d'autant plus spectaculaire», a-t-il ajouté.

Ce message reflète ceux qu'il a lancés durant les derniers jours de la campagne électorale. Bernard Landry a en effet incité ses militants à aller voter. Le chef du PQ a souligné qu'une victoire du Parti libéral allait entraîner un recul de la question nationale, souhaitant par ce message pousser les souverainistes à exercer leur droit de vote. Les plus récents sondages démontrent qu'environ 40 % de l'électorat se dit en faveur de l'indépendance.

Selon l'organisation du Parti québécois, l'opération Fierté, lancée vendredi par le chef péquiste au moment où ont été publiés des sondages qui lui sont défavorables, fut une réussite. Dans cet appel au vote, Bernard Landry invitait chaque militant à convaincre au moins trois indécis de se convertir au PQ ou alors, à tout le moins, d'aller voter hier.

Le mot d'ordre du Parti québécois pour le jour J était clair: faire sortir le vote. C'est pourquoi, sur le terrain, les bénévoles des 125 comités électoraux du PQ se sont affairés toute la journée hier pour s'assurer que les électeurs qui leur sont favorables aillent voter.

Bernard Landry estime qu'il a tout fait pour que la stratégie de campagne électorale se traduise en votes. La première moitié de la campagne a consisté à révéler les idées du Parti québécois, particulièrement la conciliation famille-travail. La seconde a pris la forme d'une attaque en règle contre les engagements du Parti libéral, comme le projet de référendum sur les défusions, affirmant même qu'elles disqualifient Jean Charest du pouvoir.